

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

N° 41. — Vendredi 20 juin 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

CONTRE L'IMPÉRIALISME ASSASSIN

Les exécutions n'arrêteront pas la révolution en Indochine

Treize nouvelles exécutions à Yen-Bay !

L'impérialisme français cherche à écraser le développement de la lutte pour l'émancipation coloniale par une série d'assassinats. Dans le plus grand secret, il a fait mettre à mort à Yen-Bay, treize héroïques rebelles. La sauvagerie de la répression démontre la crainte et l'âpreté de la bourgeoisie à défendre sa proie. Le sang répandu n'entravera pas le cours historique de la révolte. La main des légionnaires a pu fermer la bouche des suppliciés quand il ont prononcé le serment de sang dans les rangs du prolétariat.

La bourgeoisie française accorde au mouvement de révolte colonial l'importance capitale qu'il revêt. Les puissants négriers — Homberg, Fontaine et consorts — défendent farouchement leurs fécondes rapines. Mais toute la bourgeoisie française perçoit nettement la gravité historique de l'heure, la fermentation révolutionnaire de l'Asie et le péril de l'impérialisme colonial. Le capital français bénéficie tout entier des riches profits de l'exploitation de l'Indochine. L'Indochine est avec l'Algérie la colonie dont il tire l'exploitation la plus fructueuse. Au moment où les aggravations de la lutte économique mondiale dirigent son activité dans le champ de l'exploitation des colonies, il sait combien sa perte le diminuerait devant ses rivaux impérialistes.

Le discours de Piétri

Le discours de Piétri annonce une série de mesures inspirées par un sens de classe clairvoyant et décidé. C'est d'abord le renforcement de l'armée d'occupation (notamment des anges gardiens des civilisations, les légionnaires), le perfectionnement technique de l'appareil policier, la fermeture de la frontière chinoise contiguë aux régions agitées, c'est l'intensification du recrutement militaire parmi les montagnards To et Moï « que préconisait si vivement, nous apprend Piétri, M. Varenne ». Les étudiants annamites en France verront leur nombre considérablement réduit. Les travailleurs indochinois que le dur tribut militaire expédiait en France ne seront plus versés dans les sections techniques où ils étaient en contact avec les ouvriers français. Parallèlement à ces mesures, quelques bribes dérisoires de réformes sont envisagées sur le papier. Devant les failles criantes de l'administration coloniale, elles ne visent qu'à réadapter la domination impérialiste au milieu, à tenter d'élargir sa base dans la population par « la collaboration » indigène, à sonder plus étroitement la tutelle tyrannique de l'appareil gouvernemental aux couches sociales indigènes liées à l'exploitation capitaliste. Dans ce domaine même, les mesures de rigueur prise contre les étudiants, l'impossibilité d'élargir la soi-disant représentation indigène, le refus de « normaliser » des institu-

tions aussi monstrueuses que la commission criminelle, la méfiance généralisée donnent la mesure des difficultés dans lesquelles se débat le pouvoir et marquent un recul de sa politique.

C'est à une répression implacable qu'il recourt avant tout. C'est dans le sang, qu'il veut écraser le mouvement. Il sait déjà par les amples remous du prolétariat agricole et des paysans de Cochinchine qu'il ne s'agit plus de conspirations qu'on peut décapiter en suppliciant les conjurés. Sur les trente-neuf condamnés de Yen-Bay, l'ordre de mise à mort a été donné pour treize.

Comment que les treize meurtriers ont été perpétrés. Treize vaillants révolutionnaires indochinois ont péri pour s'être levés contre l'oppression cruelle qui voue à l'extermination les ouvriers et les paysans d'Indochine. A la propagande communiste, le ministre a fait la déclaration d'une guerre acharnée.

La situation des masses

Cependant un reporter du *Petit Parisien* relève jour par jour, les facteurs matériels qui sont les moteurs de l'organisation et de l'impulsion des classes appelées à mener contre l'impérialisme un combat définitif : les conditions d'exploitation que l'impérialisme inflige au prolétariat industriel et agricole, aux plus larges couches paysannes. Au Tonkin, 90 000 des coolies, rapporte Roubaud, travaillent dix heures de jour ou de nuit pour recevoir cin-

quante sous dont le contremaître, garde chiourme en rogne une part. La généralité des paysans, asservis par l'usure, ne peut jamais se libérer de ses dettes écrasantes : il peine à la tâche, menacé par les intempéries rigoureuses, pour l'usurier et pour l'impôt qui lui prend un mois de son travail. La famine est permanente, le dépérissement chronique. Des milliers de victimes sont abattues quand le typhon, l'inondation, le choléra exaspèrent encore cette misère imposée.

Dans les centres ouvriers, les exploités de ces sociétés sont les sociétés fi-

reux campagnes, c'est le prêt usuraire qui ronge, qui dévore la paysannerie et l'asservit par des liens féodaux au créancier villageois, et par delà le prêteur citadin, aux banques de l'impérialisme. Dans la *Vérité* du 9 mai, nous relevions la déclaration du *Crédit Foncier de l'Indochine* : les opérations de prêts hypothécaires continuent à progresser régulièrement tant dans les centres urbains que dans les provinces rurales.

Sur l'analyse concrète des rapports de classe, sur la dynamique des classes dans le développement actuel de la situation révolutionnaire, sur le contenu de l'activité du jeune parti communiste indochinois, sur ses rapports avec les partis nationalistes, ni l'*Huma* ni la presse de l'Internationale stalinienne n'apportent rien.

Les ouvriers doivent défendre le jeu-

ne parti communiste indochinois contre les théories falsifiées du « bloc des quatre classes » ou des « partis ouvriers et paysans » avec lesquelles les dirigeants staliniens ont naufragé la révolution chinoise et égarent la révolution hindoue.

Lutte commune du prolétariat en France et en Indochine

Il faut que le prolétariat français comprenne qu'il est de son devoir immédiat de soutenir ses frères de lutte indochinois.

Le sort de la révolution en France

A l'appel incessant de l'opposition communiste, sous la pression de nombreux travailleurs communistes, le parti commence à s'ébranler. Mais il ne suffit pas d'écrire après coup sans pudeur, comme le fait *Berlioz* dans la *Correspondance Internationale* : « Déjà notre manifestation au Mur avait comme mot d'ordre principal : Libération des condamnés indochinois » alors qu'il sait que les exhortations pressantes et répétées de l'opposition n'ont pas pu arracher aux bureaucrates ce mot d'ordre nécessaire. Après l'appel de la C.G.T.U. qu'est-ce qui viendra ? Où sont les meetings du Parti ? Il est indispensable de mener une agitation révolutionnaire conséquente et suivie sur la base de l'information précise des processus révolutionnaires de l'Indochine devant les ouvriers français et de l'appel à une solidarité massive et agissante. Au travers de cette lutte, l'Opposition appellera les travailleurs à redresser les erreurs de la politique stalinienne.

La conscience de l'unité dans la lutte, la solidarité agissante des ouvriers révolutionnaires avec nos camarades indochinois doit s'exprimer par la défense active des dix-neuf étudiants et ouvriers déportés en Indochine par le gouvernement. Nos dix-neuf camarades embarqués de force et sous escorte policière sur l'*Athos II*, sont parqués à fond de cale sous la surveillance de cent soldats qui vont en Chine. L'accès du pont ne leur est permis qu'à de certaines heures : le restant du temps ils sont bouclés dans l'étouffante chaleur obscure de la cale. Aucune brimade, aucun mauvais traitement ne leur est épargné. Leur nourriture est mauvaise et insuffisante. Ils doivent la prendre accroupis sur le plancher. Une hostilité systématique a été organisée contre eux. A mesure que le navire s'éloigne, les insultes et les provocations redoublent de fréquence et de témérité. Un commissaire de police les conduit. *Vers quoi ?* Aux prolétaires de prendre résolument nos compagnons en danger sous leur protection, aux ouvriers de prendre dans une action intensifiée la défense vigoureuse des camarades dont nous sommes indissolublement solidaires. Le prolétariat ne les abandonnera pas à la vengeance des potentats coloniaux.

POUR LES DÉPORTÉS

Résolution votée à l'unanimité, le 25 Mai 1930 par le rayon local du Secours Rouge de Valence (Espagne)

Le rayon du S. R. I. de Valence (Espagne), s'élève énergiquement contre l'assassinat du camarade bolchévique Bloumkine, l'incarcération de centaines de camarades communistes, ouvriers d'usine, et l'assassinat ces derniers mois des camarades bolchéviques Silov et Rabinovitch, qui ont été perpétrés sur l'ordre du thermidorien Staline, dans le but de se débarrasser de l'opposition qui lutte contre la fraction qu'il dirige.

Le rayon s'élève également contre les mensonges et les calomnies lancées par des comités irresponsables contre les militants de la révolution et les oppositionnels.

Il s'élève contre les manœuvres de la direction du Parti espagnol faites pour aider par le moyen du Secours Rouge, des emprisonnés de droit commun qui ne sont ni des membres du Parti ni des révolutionnaires, tandis que l'on abandonne complètement des membres du S. R. I., parce qu'ils sont de l'opposition et que l'on agit de même envers les communistes poursuivis.

Il s'élève contre la déportation de camarades éprouvés en Sibérie pour crime d'opposition et demande au C. E. du S. R. I. d'exiger leur liberté. Il demande que soit mis fin à la déportation du camarade Racovsky. Il réclame que soit rapportée la mesure d'exil qui frappe notre camarade L. D. Trotsky.

LA SEMAINE

Le meeting de Bullier contre les assurances sociales.

Comme on avait annoncé de « grandes vedettes » (Cachin, Monmousseau), la salle Bullier, vers 10 heures du soir, était aux deux tiers pleine : ce n'est pas si mal. Après une entrée en matière de Bonnefons, le secrétaire de la 20^e U. R., Raynaud attaqua le morceau de résistance du meeting ; et il le fit bien, montrant le ridicule et l'odieuse à la fois de cette « loi d'escroquerie », et appelant les prolétaires à faire de l'agitation dans et hors de l'usine le 5 juillet (et auparavant, rien du tout, Raynaud ?). Monmousseau lui succéda, un Monmousseau s'essayant aux effets de tribune ; résultat : une salle qui se vide !

Nous avons omis de dire qu'entre ces deux discours, le bureau avait laissé dix minutes pour « s'exprimer » au citoyen Large, qui, sous le pavillon d'une certaine « Ligue des Contribuables » tient une officine de dégrèvements de feuilles d'impôts. Commerçant avisé qui, hier, débitait les mêmes boniments aux « Croix de Feu » de Coty, et demain... etc..., il invita les ouvriers présents à grossir sa clientèle, « sans quitter leurs organisations » (!). Et nous devons dire qu'une partie de la salle applaudit ce bateleur — constatation assez pénible.

... Cependant qu'à la sortie quelques inconscients des J.C., arrachaient à une de nos camarades de la Ligue Communiste un paquet de numéros de la Vérité. — M.

Un roi pour la Roumanie.

Le prince Carol tombe du ciel dans un avion français pour être roi. Coup d'Etat mis en scène par le chef du gouvernement avec l'aide des puissances dont la Roumanie est le vassal. Carol l'entre pour faire face aux graves difficultés qu'entraînent la crise agraire et la situation financière étroitement dépendante de l'impérialisme supranational de la « grande Europe ».

La monarchie personnelle est un facteur sérieux de ralliement et de regroupement des forces sociales intéressées à l'ordre. L'exemple anglais, l'exemple italien, aujourd'hui l'exemple espagnol l'attestent. Comme le dit le président du Conseil Maniu : « Les monarchies sont caractérisées spécialement par la continuité et la stabilité de l'ordre qu'elles représentent. »

L'avenir de la Hongrie.

La situation économique est grave aussi en Hongrie. Là encore, les solutions envisagées sont le rétablissement de « l'équilibre intérieur » et la tutelle du capital impérialiste. On « prévoit » le rétablissement des Habsbourg, et Bethlen, à Londres, quémande un emprunt. Cependant le comte Karolyi noue des intrigues démocratiques.

Le désarmement intérieur en Autriche.

Avec l'aide de la social-démocratie autrichienne, Schober travaille au désarmement du peuple. L'apparente réciprocité entre la milice ouvrière et les formations fascistes est naturellement illusoire. La bourgeoisie réalise pacifiquement le démantèlement absolu du prolétariat viennois.

Pabst, l'assassin de Rosa Luxembour et de Liebknecht, conseiller technique et éprouvé des Heimwehren s'en tire avec une expulsion qui réserve l'avenir.

Un syndicalisme d'Etat en Italie.

Les dépêches nous apprennent que le ministre des Corporations, Bottai a reçu les délégués patronaux et ouvriers de l'industrie de la soie. Après avoir écouté la thèse des deux parties, le ministre a décidé une diminution des salaires pour certaines catégories d'ouvriers.

Il est juste d'ajouter que le gouvernement nationaliste du Reich ou le gouvernement travailliste d'Angleterre sont amenés à penser comme le corporatif Bottai, que « seules, de telles mesures peuvent enrayer la crise de l'industrie ».

Guerre de tarifs.

Les Etats-Unis viennent de renforcer considérablement la muraille douanière qui entoure leur marché intérieur. C'est le résultat de la dépression actuelle. C'est surtout la nécessité pour l'expansion mondiale de la production américaine de reposer sur un domaine solide : la possession plénière de son marché intérieur.

Les impérialismes européens exhalent leur mauvaise humeur ; mais que peuvent-ils faire de plus ? Le combat dont dépend l'histoire du monde s'aggrave de plus en plus nettement.

Il est maintenant clair pour tous que les lois générales de l'économie, telles que les dégage le marxisme, s'appliquent intégralement à l'Amérique. Les journalistes bourgeois l'en proclamaient indemne, pour les besoins de leur cause ou par crétinisme ébloui par sa jeune puissance. Déjà le chômage creuse sa plaie au flanc du plus puissant impérialisme.

Sous la dictature.

La dictature militaire du roi Alexandre n'a pas condamné le leader croate Matchek, un des héritiers de Raditch à la tête du parti paysan. Mais le parti paysan, malgré ses périodes de démagogie révolutionnaire, n'a pas constitué un adversaire sérieux de la dictature.

Des communistes s'en vont.

Quatorze leaders communistes viennent de rallier, au Danemark, la social-démocratie. Sans aucun doute, la qualité communiste de ces chefs qui rejoignent les rangs de Zörgiebel de Berlin, de Macdonald de Peschawar, des socialistes du roi Carol, ne doit pas peser lourd. Mais combien de temps encore la direction de l'Internationale révolutionnaire aboutira-t-elle à former de tels hommes, à s'appuyer sur eux et en fin de compte à mener les partis vers la ruine ?

Que les chefs félons quittent les navires en danger pour aller

devant l'échec catastrophique de l'Internationale — la nécessité de redonner au mouvement révolutionnaire mondial une ferme direction marxiste.

Le crime d'un flic.

Au cours d'un incident banal dans un « centre d'hébergement » ouvrier — une sorte misérable de camp de prisonniers — un agent dégage et abat d'une balle dans le crâne un ouvrier père de quatre enfants.

Dans les quartiers riches, les agents se font les domestiques prévenants des bourgeois. Face à la « canaille » ouvrière, leurs chefs les déchainent et les excitent.

Vendredi prochain :

QU'EST-CE QUE LE CENTRISME ?

par L. TROTSKY

On «combat» le P.O.P.!

On vient de distribuer aux membres du Parti des papillons destinés à être collés sur les affiches du P.O.P. et portant seulement les mots : « D'où vient l'argent ? », sans l'habituel en-tête « Parti Communiste ».

Pourquoi la direction du Parti emploie-t-elle les méthodes du journal de Coty, au lieu d'expliquer aux ouvriers, le caractère profondément opportuniste du P.O.P. ? Les Monmousseau et Cie n'ayant pas de divergences profondes avec les « six », sont incapables de les combattre par les méthodes révolutionnaires.

Un correspondant.

LA VERITE

45, Boulevard de la Villette, Paris
(entrée : 6, rue Henri-Feulard)
Permanence :
tous les jours de 14 h. à 19 h. 30

Sémard s'en va-t-en guerre contre le 13^e

Avec un flair remarquable, la direction du parti avait senti le danger que le réveil de la base prolétarienne du parti présente pour le règne de la bureaucratie.

Sémard était descendu à l'Assemblée d'information du 4^e rayon pour « écraser » l'opposition de la base qui se manifeste un peu partout dans le rayon, en particulier dans le 13^e et à Villejuif. Nos « dirigeants », que l'on avait cherchés en vain le 1^{er} mai aux portes des usines, s'étaient amenés au nombre de 12 pour donner un coup de main au « patron ». Pendant trois heures, Sémard va déverser sur les 120 copains présents un mélange de mensonges et de démagogie comme on en a rarement vu de plus cynique.

Il adopte la même méthode que celle employée dans la lettre ouverte aux membres du parti, méthode qui consiste à s'affirmer d'accord avec la radicalisation des masses, l'imminence de la guerre et tout le chapelet, pour prouver deux minutes plus tard que par suite du développement inégal de la crise il n'y avait pas de radicalisation des masses en France et que la guerre était toujours possible mais non imminente.

Et quand Sémard eut fini son discours, plusieurs camarades intervinrent au sujet du Secours Rouge qui traite les ouvriers étrangers d'une façon révoltante (chose que la Vérité a signalé à plusieurs reprises). Ils affirmèrent que la grève du bâtiment était mal préparée par la direction et ne pouvait pas réussir, une grande partie des ouvriers s'étant prononcés contre, etc. Un copain ayant dit qu'il ne croyait pas à la radicalisation des masses, Sémard essaya d'atténuer par de plates plaisanteries l'impression produite par ses paroles.

On avait prévenu les camarades à plusieurs reprises que l'assemblée était strictement d'information et que la parole leur serait donnée seulement pour poser des questions. Tout à coup Sémard demande

ce pied-là, Sémard s'élève contre le manifeste de la Fédération de l'Enseignement : « Voilà des intellectuels qui veulent donner des leçons de compréhension aux ouvriers. »

« Ils ne veulent pas voir la fascisation du régime et l'état d'illegalité de 11 mois où ont été mis les dirigeants de la C.G.T.U. et du Parti ; bientôt ce régime sera aggravé. »

Sémard indique ensuite avec juste raison que la libération des emprisonnés du complot est une manœuvre gouvernementale et dit « s'il y a une politique de bluff elle n'est pas chez le gouvernement. »

Hum ! nous ne le savons que trop !

Pour les pertes de voix communistes l'explication est la même que celle donnée à la Grange-aux-Belles : « Nous n'avons pas encore rompu les ponts avec la social-démocratie ; notre tactique classe contre classe n'avait pas été appliquée ; notre réaction contre la S.F.I.O. de gauche a été une réaction intérieure à notre parti mais non extérieure. »

« Dans notre lutte contre les socialistes nous avons usé à tout bout de champ du terme social-fasciste l'appliquant aux ouvriers sympathisants à ce parti. »

Quel beau mea culpa ! Mais il me semble que ces choses ont déjà été dites par l'opposition de gauche et il est intéressant de constater que les dirigeants du Parti se voient contraints de les reprendre.

« Dans cette période de trouble au sein de notre organisation, le trotskysme a pu s'installer dans le Parti. »

Après avoir fait, à regret, cette constatation, Sémard parle du 6 mars « journée préparée un peu hâtivement » et du Premier Mai, qui a été un succès... en province.

Ces histoires durent longtemps. Enfin, la parole est donnée aux cellules, qui apportent des suggestions et des... critiques. Un camarade ne dit-il pas que le mot d'ordre était : à la Santé, et non, en direction de la Santé ? D'autres parlent de Zimmermann « le pur des purs » etc... La discussion est alors renvoyée à une autre séance qu'on annonce comme prochaine.

Pour nous, nous craignons bien que ces parolottes ne servent pas à grand'chose : c'est de la bureaucratie qu'il faut d'abord se débarrasser si nous voulons nous attaquer efficacement à la bourgeoisie, pour laquelle des difficultés sérieuses se préparent.

L'œil du 2^e rayon.

position et obligé la direction du parti à rompre le mutisme apeuré qu'elle affectait à notre égard. Les copains de la base se demandèrent si le « professeur » Trotsky, comme dit Sémard, n'est pas un de ces sacrés bolchéviks qui font tellement peur au bureaucrate.

Sémard a demandé aux trotskystes qu'ils viennent à la tribune pour exprimer leur désaccord. Les copains se rappelleront d'avoir déjà entendu ça quelque part. C'est le sous-off, qui vous dit au régiment : Et s'il y en a à qui ça ne plaît pas, ils n'ont qu'à le dire — tas de cochons !

Les camarades de l'opposition de gauche sont prêts à discuter ouvertement et à se soumettre à la discipline du parti dans l'action si l'on veut leur garantir qu'ils ne seront pas exclus pour avoir « osé » dire la vérité aux copains.

L. BRECOT (4^e rayon).

P.S. — A épingler : Sémard avoue qu'il n'existe aucun comité de lutte dans la R.P. Nous espérons qu'il se gardera bien demain de tracter la base avec la question habituelle : « Et votre Comité de lutte ? »

Dans le 2^e Rayon

Judi 12 juin, à la Bellevilloise, Sémard est venu verser aux copains du 2^e rayon l'optimisme cher à Tardieu.

Tout d'abord une réédition du discours tenu à la dernière conférence de la Grange-aux-Belles nous fait connaître une fois de plus l'opinion du Bureau politique sur les problèmes politiques présents :

« La radicalisation se traduit non seulement par une plus grande compréhension révolutionnaire mais encore par une

ce pied-là, Sémard s'élève contre le manifeste de la Fédération de l'Enseignement : « Voilà des intellectuels qui veulent donner des leçons de compréhension aux ouvriers. »

« Ils ne veulent pas voir la fascisation du régime et l'état d'illegalité de 11 mois où ont été mis les dirigeants de la C.G.T.U. et du Parti ; bientôt ce régime sera aggravé. »

Sémard indique ensuite avec juste raison que la libération des emprisonnés du complot est une manœuvre gouvernementale et dit « s'il y a une politique de bluff elle n'est pas chez le gouvernement. »

Hum ! nous ne le savons que trop !

Pour les pertes de voix communistes l'explication est la même que celle donnée à la Grange-aux-Belles : « Nous n'avons pas encore rompu les ponts avec la social-démocratie ; notre tactique classe contre classe n'avait pas été appliquée ; notre réaction contre la S.F.I.O. de gauche a été une réaction intérieure à notre parti mais non extérieure. »

« Dans notre lutte contre les socialistes nous avons usé à tout bout de champ du terme social-fasciste l'appliquant aux ouvriers sympathisants à ce parti. »

Quel beau mea culpa ! Mais il me semble que ces choses ont déjà été dites par l'opposition de gauche et il est intéressant de constater que les dirigeants du Parti se voient contraints de les reprendre.

« Dans cette période de trouble au sein de notre organisation, le trotskysme a pu s'installer dans le Parti. »

Après avoir fait, à regret, cette constatation, Sémard parle du 6 mars « journée préparée un peu hâtivement » et du Premier Mai, qui a été un succès... en province.

Ces histoires durent longtemps. Enfin, la parole est donnée aux cellules, qui apportent des suggestions et des... critiques. Un camarade ne dit-il pas que le mot d'ordre était : à la Santé, et non, en direction de la Santé ? D'autres parlent de Zimmermann « le pur des purs » etc... La discussion est alors renvoyée à une autre séance qu'on annonce comme prochaine.

Pour nous, nous craignons bien que ces parolottes ne servent pas à grand'chose : c'est de la bureaucratie qu'il faut d'abord se débarrasser si nous voulons nous attaquer efficacement à la bourgeoisie, pour laquelle des difficultés sérieuses se préparent.

L'œil du 2^e rayon.

DANS LE PARTI COMMUNISTE

La direction masque ses responsabilités et prépare des exclusions

L'Humanité cache vainement la crise tout à fait importante qui secoue le parti. Rien n'en transparaît, sauf tout à coup un article dirigé contre deux cellules (à Paris et à Tours) sous le titre : Feu de toutes pièces (sic) contre le danger de droite. Ainsi dès que des camarades se montrent en désaccord avec les analyses que chaque événement démontre fausses, de la direction du Parti, on tire à boulets rouges, dans le seul but, évidemment, de les pousser vers l'exclusion.

Mais au même moment où la direction prétend que la résolution du P.O. de Tours, et celle du sous-rayon du 13e sont des documents droitiers, elle publie elle-même une hypocrite Lettre ouverte aux membres du Parti, dans laquelle elle reconnaît implicitement les mêmes erreurs que dénoncent les organisations de Tours et du 13e. On voit par là son manque absolu de sincérité.

L'opposition de gauche estime qu'il faut accorder une grande attention aux manifestations de ces camarades ; elles justifient son opinion et ses critiques.

Le centrisme oscillant ne peut que mener le parti à sa perte, de crises en crises, sans jamais en tirer la leçon. Il est perpétuellement opportuniste. C'est grâce à la réaction directe des ouvriers dans le parti, décidés à défendre fermement leurs opinions contre les bureaucrates et aidés par l'opposition de gauche, que le parti peut espérer se reconstituer sur une base juste.

Dans toutes les assemblées du Parti, discutez la nouvelle lettre ouverte en démasquant son caractère confus et opportuniste, montrez par des exemples concrets, comme à Tours et dans le 13e, où même la politique de la direction !

A TOURS

La cellule des Cheminots préconise le retour à une politique juste

L'Humanité du 16 engage une lutte violente contre deux cellules du parti, sous prétexte de « soi-disant » danger de droite ». En réalité la direction cherche par ce moyen à masquer ses responsabilités, et la crise entière du centrisme défaillant.

Elle s'en prend à la cellule du P.O. de Tours. L'exécution est vite faite. La cellule se plaint que le Parti ait appliqué une tactique qui le sépare des masses ? Mais qu'a-t-elle fait elle-même pour s'attacher les ouvriers ? — Et allez donc, au suivant !

D'abord qu'est-ce que cette cellule du P.O. de Tours qui n'est plus soudain qu'un foyer « d'opportunistes », de « rivaux » etc ?... C'est une des très rares véritables cellules d'entreprises du Parti, puisqu'elle compte une quinzaine de camarades travaillant tous aux mêmes ateliers. Elle fut souvent citée en exemple à tout le parti, notamment en 1927, où elle arriva en tête dans le concours des journaux de cellules d'entreprises. Elle fut visitée par un délégué de l'Exécutif de l'I.C.

Mais depuis deux ans la politique du parti fit tout pour la ruiner. En 2 ans et demi, 156 camarades traversèrent cette cellule. Et maintenant, alors que ces membres actuels, après les derniers échecs, veulent une vraie vérification politique, alors qu'ils mettent à jour le mal profond qui ruine les organisations du parti, on les attaque avec violence dans l'Humanité, sans répondre à leurs arguments. Voici, in extenso, la résolution de la cellule du P.O. que l'Humanité combat sans même la reproduire :

Après discussion sur le 1er Mai, la cellule s'affirme contre la politique des mots d'ordre trop en avant suivie par le Parti en ce qui concerne les cheminots.

L'analyse faite par le Conseil fédéral des Cheminots sur leur situation a démontré que le Bureau fédéral était en rupture complète avec la masse des cheminots, par ses propositions de grève de 24 heures pour les ateliers et 1 heure pour les services roulants.

En dépit de cette affirmation le bu-

reau fédéral est revenu devant la C.E. avec les mêmes propositions.

La cellule des ateliers P.O. approuve l'opposition de la majorité de la C.E. à cette politique d'aventure.

Elle considère que l'attitude du bureau confédéral représentée par les articles Gitton et Milu (Huma 27 et 30 avril) est la manifestation de la volonté de poursuivre une politique absolument détachée des ouvriers, où les militants de base sont considérés avec le mépris le plus absolu.

La cellule constate que cette politique s'est heurtée à la résistance des masses.

Elle se prononce pour sa révision rapide.

Tours, le 13 mai 1930.

(Adoptée à l'unanimité des membres présents).

LA NOUVELLE LETTRE OUVERTE DU C.C.

AUX MEMBRES DU PARTI MONTRE LA FAILLITE DE LA DIRECTION CENTRISTE

La direction du Parti continue sa politique de zig-zag ; aujourd'hui elle semble au point mort. Suivant les injonctions de Manouïlsky elle vient de faire un pas à droite en essayant de liquider sa phraséologie sur la « 3e période » ; d'où sa lutte renforcée contre la gauche, qu'elle essaye vainement de masquer par des phrases contre l'opportunisme de droite. Dans une nouvelle « lettre aux membres du Parti », le C.C. essaye piteusement de définir sa nouvelle position : à la fois contre « l'opportunisme de droite », « l'influence social-démocrate dans nos rangs », et contre les gauchistes, les sectaires, etc... Quant au C.C. lui-même, il est dans une position d'équilibre bureaucratique centrisme qui ne repose sur rien, sauf sur son pouvoir arbitraire. Sur tous les terrains il essaye par cette pseudo-« lutte sur les deux fronts » de corriger ses erreurs d'hier : il affirme que la France est en état de pré-crise, qu'il faut s'attacher aux revendications immédiates, qu'il faut reprendre la tactique du front unique, etc... et, bafouant tout ce qu'il disait dans les mois précédents, il attaque sur ce sujet ses propres opinions d'hier qui ne sont plus que des « phrases gauchistes », et « l'opportunisme de droite », qui est... sa position actuelle.

La crise du centrisme se développe. Elle ne peut se dénouer que sur le terrain de la gauche.

Voici ce que nous écrit un correspondant sur cette lettre ouverte :

Les événements ont, d'une manière éclatante, démenti les théories des Staline, Molotov, Manouïlski et leurs valets : Sémard, Momousseau et Cie. Les centristes staliniens sont obligés, sous l'influence de la base du parti, parmi laquelle nos idées pénétrèrent de plus en plus, d'essayer de « rectifier » leur ligne. Nous verrons ci-dessous la fausseté de « la ligne ».

La lettre ouverte est un document type du crétinisme stalinien, dont les principaux éléments sont l'hypocrisie bureaucratique, le mensonge, l'aventurisme bureaucratique et l'incapacité politique.

Tout d'abord, l'on nous affirme que la ligne de l'I.C. et du C.C. est juste et vérifiée par les événements. Ceci est un des principes constitutifs du stalinisme. Le C.E. de l'I.C. et le C.C. ne se trompent jamais, la faute retombe toujours sur les instances inférieures, mais puisque celles-ci veulent également conserver une parcelle d'autorité, toutes les erreurs dont la clique bureaucratique est responsable sont rejetées en fin de compte sur les ouvriers du rang.

Nous lisons dans ce piteux document : « Le retard (dans la popularisation des décisions de la récente conférence nationale) est dû à la nécessité où se trouvait la direction d'éliminer les opinions divergentes et erronées, formulées jusque dans son sein, particulièrement par

le camarade Vassart. » — (Et la lutte contre la bourgeoisie ?).

Mais ce fait illustre d'une manière frappante le régime du parti. La direction se trouve obligée « d'éliminer les opinions divergentes et erronées dans son sein » sans que la base soit saisie des questions essentielles.

Peut-on traiter avec plus de mépris les ouvriers que ne le font ces bureaucrates dégénérés ? Avons-nous raison, camarades, quand nous dénonçons l'absence de démocratie à l'intérieur du parti ?

Un autre exemple d'hypocrisie bureaucratique : Dans les assemblées du parti l'on nous parle de « grève économique et politique ». D'après la lettre du B.P. à la Région parisienne et la récente lettre ouverte « plus que jamais la question de la grève politique reste posée devant nous ».

Epinglons encore cette belle phrase (page 2 de la lettre) : « Il (le présidium de l'I.C.) a classé la France dans le groupe des nations impérialistes se trouvant dans une conjoncture de pré-crise (quel jargon stalinien !) c'est-à-dire où apparaissent les premiers symptômes de la crise ». Les staliniens avaient pourtant abondamment parlé avant le 1er mai du chômage et de la crise qui ne sont pas imminents, mais qui sont là... et subitement nous sommes dans une conjoncture (bonne ou mauvaise ?) de pré-crise !

Ce verbiage cache seulement le fait que rien n'a été fait ni au point de vue de la propagande, ni de l'agitation lors des licenciements en masse dans l'automobile. Par contre la journée du 6 mars a-t-elle eu lieu en pleine crise ou en conjoncture de pré-crise ? Même le verbeux Sémard ne pourra expliquer cela.

Après l'hypocrisie bureaucratique, voici une affirmation mensongère (page 3) : « Dans l'ensemble nous notons le rassemblement d'une avant-garde extrêmement combative révolutionnaire qui se place sous la direction du parti. »

Voici une autre trouvaille stalinienne : « Nous pouvons déclarer avec neteté que l'influence de la social-démocratie avec son habileté démagogique a pénétré dans nos rangs. »

Tiens ! Mais la social-démocratie, c'est le social-fascisme. Que signifie donc ce raisonnement centrisme poussé jusqu'au bout ? Qu'il y a des éléments fascistes dans le parti ! Peut-on insulter plus grossièrement les membres de l'avant-garde du prolétariat ?

Soulignons ici que les centristes ne comprennent rien au rôle de la social-démocratie. La social-démocratie n'est pas l'aile droite du mouvement ouvrier mais l'aile gauche de la bourgeoisie.

La social-démocratie défend la démocratie, qui est une forme de la domination bourgeoise. Au lieu de montrer cela avec des faits, qui ne manquent pas, les staliniens assimilent les socialistes aux fascistes et font ainsi le jeu des Zyromski et Cie.

Le fascisme entre en action lorsque la question du pouvoir se pose. Il enrôle la petite bourgeoisie grâce à un programme démagogique sous le drapeau de la grande bourgeoisie. Ce n'est pas alors la police d'Etat qui opère des descentes dans les organisations ouvrières comme aujourd'hui : ce sont des bandes bourgeoises et petites bourgeoises armées qui fusillent et détruisent les organisations ouvrières.

Le fascisme est représenté en France, en puissance, par l'Ami du Peuple, et les organisations affiliées à cet organe. L'Ami du Peuple prépare actuellement la petite bourgeoisie à son « rôle ». Il fait aujourd'hui un front unique avec Tardieu ; il apporte des critiques dans le sens d'un gouvernement « ferme » (voir le débat indochinois à la Chambre). L'Ami du Peuple lancera par contre dans une situation révolutionnaire le mot d'ordre : A bas le gouvernement défaillant !

L'aventurisme bureaucratique complète dignement le centrisme.

Nous lisons page 7 le titre : Vers un

1er août de grève politique (pas politique et revendicative ?) de masse pour la défense de l'U.R.S.S. Nous apprenons que le second objectif que chaque communiste doit avoir clairement en vue, c'est le 1er août, journée de lutte contre la guerre impérialiste, journée de défense active de l'Union Soviétique. C'est toujours l'idée absurde de vouloir diriger le mouvement ouvrier d'après le calendrier de poche des bureaucrates.

Dénouons l'hypocrisie centrisme qui consiste en ceci : Les mots grève politique se trouvent seulement dans le titre de l'alinéa relatif au 1er août ; dans le chapitre nous avons le vocabulaire rituel, savoir : journée de lutte, dresser les ouvriers, etc... Cette manière déloyale des centristes de poser le problème leur permettra de fuir leurs responsabilités, car ils seront insaisissables. Ils répondront : nous n'avons pas voulu la grève politique mais une « journée de lutte ». La base du parti ne marchera d'ailleurs pas !

La lettre ouverte ne contient aucune analyse politique tant soit peu sérieuse ; ce n'est que du verbiage creux.

L'incapacité politique de la direction est flagrante. Elle ne comprend rien à la situation.

Nous lisons page 6 (chapitre sur les objectifs immédiats de notre parti) : En dehors des objectifs particuliers et importants comme par exemple la manifestation de masse du mur des Fédérés à Paris et les manifestations et démonstrations de lutte (lesquelles ?) contre le versement ouvrier des assurances sociales deux grands objectifs essentiels doivent orienter et guider l'activité du parti. Ce sont la préparation du 5e congrès de l'I.S.R. et le 1er août.

C'est vraiment inouï ! Le versement ouvrier qui frappe toute la classe ouvrière est en dehors des deux grands objectifs... bureaucratiques (congrès I.S.R. et 1er août) ! Les ouvriers s'intéressent aux assurances sociales mais ils se soucient infiniment moins du 5e congrès de l'I.S.R. et du 1er août.

Comment la bureaucratie se représente-t-elle l'action ? « Le C.C. propose en plus de réunions d'usines, des meetings, des moyens ordinaires d'agitation et d'organisation, que toutes les régions préparent pour la fin juin, début juillet, des grands rassemblements de masse par région ». (p. 7.) Remarquez que ce ramassis des mots ne veut rien dire. En réalité « les grands rassemblements » seront des fêtes champêtres comme le 29 juin à Garches.

Nous avons déjà souligné dans la Vérité la nécessité pour le parti de concentrer toute son attention sur la lutte contre le versement ouvrier en déployant une large agitation contre le versement et en déterminant l'action en contact étroit avec la base d'après les résultats de l'agitation. C'est aussi l'opinion des membres du parti.

Or rien n'a été fait (le meeting à Bullier n'était que de l'électoratisme). Les possibilités de renouer le contact avec les masses en faisant de la lutte contre le versement ouvrier le mot d'ordre central d'action a été gâté par la bureaucratie. Les ouvriers demandent des comptes !

Nous voulons pour terminer donner la vraie signification de la lettre ouverte.

Les centristes ne pourront plus, après des cabrioles ultra-gauchistes, revenir à de basses manifestations opportunistes, comme en 1926-27, parce que la droite (Ca Ira et Cri du Peuple), organisée aujourd'hui hors du parti, marquerait inévitablement le coup.

Le centrisme sera de plus en plus forcé de recourir à un absolutisme bureaucratique dénué de toute idéologie politique, jusqu'à son complet effondrement.

Les ouvriers communistes comprennent de plus en plus par leur expérience, l'incapacité du centrisme stalinien. L'opposition saura faire alliance avec eux, car elle seule représente les traditions marxistes de l'I.C.

R. DELCOUR.

LETTRE D'ESPAGNE

Les dirigeants du parti contre les ouvriers de la base

Barcelone, juin.

Le gouvernement Berenguer, en fidèle continuateur de la politique répressive de Primo de Rivera, a dirigé son activité contre le mouvement ouvrier révolutionnaire. Les prisons d'Espagne continuent à remplir des meilleurs révolutionnaires prolétariens. La caricature d'amnistie accordée par Berenguer n'a atteint presque aucun des ouvriers organisés pour délits politiques.

Le nombre des prisonniers gouvernementaux ou de ceux qui restent à la disposition de la Sûreté Générale augmente sans cesse. Berenguer emprisonne sans accusation formulée ou jugement d'aucune sorte. Il suffit que le prévenu soit suspecté d'appartenir à une organisation ouvrière révolutionnaire pour que la police de Berenguer l'emprisonne. Et, naturellement, les camarades de l'opposition communiste espagnole sont parmi les plus persécutés.

Nous avons déjà annoncé l'arrestation de la mère du camarade Salvatierra et celle de la camarade Estefania Ordozgoiti. La première a été mise en liberté, mais la police garde la malle, les livres et les objets confisqués lors de son arrivée à Bilbao. Estefania Ordozgoiti, après plus de deux mois de prison, « à la disposition de la Sûreté générale », parce qu'on avait trouvé plusieurs numéros de la *Vérité* et de la *Lutte des Classes* dans ses valises, a été mise en liberté après l'intervention de militants ouvriers de Madrid. Mais la police de Berenguer qui conduisit notre compagne à Madrid, en la mettant en liberté continue à la poursuivre et, pour s'informer de tous ses gestes, la laisse sans papiers d'identité et l'oblige à se présenter à la Sûreté générale où on lui délivre un sauf-conduit pour pouvoir voyager dans la direction qu'elle a dû indiquer. Et comme en Espagne, il existe une brigade de police des chemins de fer chargée de réquisitionner les papiers de tous les voyageurs, notre camarade reste sous une observation permanente. Ainsi, la police sait où elle va, où elle s'est arrêtée, et la suit sans cesse.

Le camarade Pedro Garcia Lavid, de Bilbao, a été arrêté la semaine dernière, au cours de la grève des maçons de Bilbao. Avec lui, on arrêta son père, homme d'une soixantaine d'années, qui fut tout de même remis bientôt en liberté. Mais notre camarade Pedro Garcia Lavid est toujours en prison, avec plusieurs autres communistes de Bilbao.

« Contra la Corriente »

Il y a plus d'un mois, nous conformant aux démarches exigées par la loi, nous demandâmes l'autorisation nécessaire pour publier *Contra la Corriente*, bulletin bi-mensuel d'information de l'opposition communiste espagnole.

Officiellement et légalement, c'est le gouvernement civil de la province dans laquelle doit se publier le journal qui doit donner l'autorisation. Dans le cas présent, puisque le périodique doit se publier à Valence, il appartenait au gouverneur civil de cette province, de donner ou non l'autorisation. Mais en fait, c'est le chef de la police d'Etat qui donne cette autorisation. Nos camarades de Valence eurent une entrevue avec le chef de police à qui ils communiquèrent notre projet de commencer la publication le 1er juin. Le chef de police en question ne fit pas d'objections. Le gouverneur civil non plus. « Mais, dit-il, je dois consulter d'abord le ministre de l'Intérieur. » Nous savions que ce n'était là qu'un prétexte pour attendre le remplacement du chef de police de Valence par un nouveau chef dont il voulait connaître l'opinion. Le gouverneur promit de nous envoyer à domicile l'autorisation. Le 1er juin est passé, plusieurs jours ont passé et *Contra la Corriente* ne peut paraître parce qu'on ne nous a pas encore accordé l'autorisation légale.

Pendant ce temps, les syndicalistes,

anarchistes, socialistes et stalinien publient régulièrement leurs périodiques respectifs. Seule l'Opposition communiste espagnole voit mettre des obstacles à la publication de son organe.

Les ouvriers de la base demandent la réintégration des exclus

Dans toutes les localités et régions d'Espagne, la base du Parti a approuvé la réintégration des camarades de l'Opposition exclus par les bureaucrates stalinien. Dès qu'ils apprirent ces décisions de la base, ces derniers commencèrent à manœuvrer et à donner l'ordre d'exclure tous les réintégrés ainsi que d'autres oppositionnels qui n'avaient pas encore été exclus. Ils commencèrent par accuser les camarades de l'Opposition de vouloir désagréger le Parti. Ils repoussèrent la réintégration de Lacroix, l'accusant d'être venu en Espagne pour organiser le Parti trotskyste et donner l'ordre à tous les camarades de « rompre toutes relations avec Lacroix ».

En réalité, le C. E. du Parti prépare la liquidation totale du Parti communiste d'Espagne, en excluant les meilleurs camarades et tous ceux qui s'opposent à la continuation d'une politique néfaste. Et... nous ne pouvons pas en dire plus ici. Nous ne voulons pas imiter les bureaucrates du Parti dans leur œuvre de délation. Au sein du Parti, dans les organisations de base, nous dirons les choses qu'il faut dire et nous parlerons clairement. Bien que les bureaucrates s'y opposent et cherchent à contrecarrer la volonté de la base, nous poursuivons notre action dans le parti aussi longtemps que la base nous appuiera et nous lutterons sans cesse pour la réorganisation du Parti : que les stalinien les veuillent ou non, notre mot d'ordre immédiat est « Réorganisation du Parti, regroupement de tous les communistes espagnols. » Les ouvriers verront et diront qui veut renforcer le Parti et qui le divise.

L'Opposition communiste espagnole veut travailler et travaille avec le Parti, elle propose le front unique communiste à la direction du Parti pour faire front à la situation politique présente. La direction du Parti sera seule responsable si l'ennemi et les événements politiques trouvent l'avant-garde du prolétariat divisée et désarmée.

Henri LACROIX.

Encore sur Ercoli

Nous apprenons que les bureaucrates qui dirigent le P.C. Italien, accablés sur toutes les questions politiques, sont en train de tenter une diversion grossière sur la base de la lettre publiée dans la *Vérité*, émanant d'un groupe d'ouvriers de Turin, et dans laquelle il est fait allusion à l'attachement particulier qu'Ercoli porte à la caisse du Parti. L'Opposition a évité et évite de se laisser entraîner sur les terrains des questions personnelles dans la mesure où cela constituera une manœuvre pour escamoter les questions politiques. Nous avisons pourtant une fois pour toutes les susdits bureaucrates qu'ils n'ont aucune raison valable pour crier comme ils le font au sujet de la lettre des ouvriers de Turin, lettre qui, du reste est confirmée par les faits. L'Opposition déclare approuver et faire sienne cette lettre, entièrement. Elle, qui lutte pour une saine et juste direction révolutionnaire au sein du Parti, lutte aussi pour une saine moralité prolétarienne dans toutes les instances du Parti. Par suite, elle demande qu'une commission de contrôle, composée par des éléments ouvriers inscrits au Parti, soit nommée pour examiner toute l'administration du Parti communiste italien de novembre 1928 à fin décembre 1929. C'est à une telle commission que l'Opposition donnera les informations prouvant combien est grande et quelle est la « moralité » administrative d'Ercoli et de sa famille.

UN BLUFF DE L' "HUMANITÉ"

LA VRAIE SITUATION DE L' U.G.E.E.

Dans l'*Humanité*, Charlot a donné un étrange compte rendu sur la situation de l'U.G.E.E. (Union Générale des Etudiants pour l'Enseignement). Il décide qu'il n'y aura pas de congrès national cette année, mais trois congrès régionaux à Paris, Tours et Lyon. Il prétexte le manque d'argent. On pourrait d'abord lui demander comment il se fait que si l'U.G.E.E. se porte toujours aussi bien, elle n'a pas cette année l'argent qu'elle eut l'année dernière pour réunir son congrès ? Ensuite pourquoi le centre U.F.E. tire à 3.000 exemplaires l'organe de son union pour les techniciens, alors que cette union compte dans toute la France 50 membres (à signaler le beau travail qui a fait passer cette union de 400-500 membres il y a trois ans au zéro actuel) ? Et qu'est devenu par exemple l'argent des timbres Ferrer de la fédération que l'U.G.E.E. avait décidé de rendre obligatoires cette année, qui ont été en effet payés par les adhérents, mais jamais repayés à la Fédération ? S'il n'y avait pas d'argent, ce serait déjà une preuve de la mauvaise gestion de l'U.G.E.E. Mais en réalité la décision a été prise dans le but de disperser le contrôle et d'augmenter les possibilités de mensonges et de bluff.

Ensuite pourquoi la section parisienne de l'U.G.E.E. n'a-t-elle pas été avertie et n'a-t-elle eu aucun délégué au congrès U.G.E.E. de la région parisienne ? Pourquoi la fraction du syndicat de l'enseignement de la Seine ni le syndicat n'ont-ils pas été avertis du Congrès ? La décision, les convocations et la réunion du Congrès se sont passées dans le mystère de la troïka Charlot. Les raisons, les voici. Il y a eu une lutte très vive dans les fractions de la section Sorbonne U.G.E.E. et du syndicat de l'enseignement de la Seine, entre Charlot et ses partisans, et un groupe d'étudiants communistes dans la section U.G.E.E. un groupe d'instituteurs communistes dans le syndicat. Charlot était régulièrement battu dans la fraction de la section Sorbonne, et venait d'être battu dans la fraction du syndicat. Il était démasqué dans ces deux fractions comme politiquement nul, défenseur de tous opportunistes, étouffeur officiel de toute discussion et de toute éducation (I.T.E. même s'était plainte de ce dernier point dans une lettre au bureau de l'organisation que Charlot s'est bien gardé de rendre publique), et manœuvrier, calomniateur et bluffeur. Il savait donc qu'en avertissant la section Sorbonne il aurait des délégués hostiles et qu'en avertissant la fraction du syndicat il aurait des témoins compétents et avertis. Il a simplement passé outre, se mettant ainsi en pleine illégalité par rapport aux statuts des organisations. Il arguera probablement le manque de temps mais même avec cette étonnante manière de décider le congrès du 8 juin une semaine avant, il avait le temps de prévenir et réunir la section Sorbonne et de prévenir les organismes intéressés de la C.G.T.U. Comme conséquence, le délégué de la C.G.T.U. au congrès fut parfaitement ignoré des organismes compétents de la C.G.T.U., en particulier du syndicat de la Seine ; ce fut un fonctionnaire de l'appareil, G., qui marchait toujours avec Charlot pendant les luttes intestines dont nous avons parlé, et qui ne représentait évidemment que son cher ami. Le Congrès se passa en une courte matinée et une après-midi, dans une toute petite salle de l'avenue Mathurin-Moreau — à propos, pourquoi Charlot ne nous a-t-il pas dit cette chose pourtant élémentaire, le nombre de délégués ? Il devait y en avoir huit ou dix. Les sections qu'ils représentaient, soi-disant nouvelles de cette année, on voudrait bien connaître leur vie réelle ? Et comment ont-elles discuté du congrès en une semaine ? Sur le niveau véritable de l'U.G.E.E., il est bon de connaître cet aveu de Charlot, à propos d'une action qu'il fallait entreprendre pour le centenaire de l'Algérie : « Les membres de l'U.G.E.E. ne seraient pas assez forts pour résister à la propagande coloniale de la bourgeoisie ». Tel est le véritable et triste état de choses. Il est bon de savoir également que la fameuse motion des normaliens de Privas contre la P.M.S., insérée dans l'*Humanité*, avait été au préalable complètement tronquée par Charlot des passages ultra-confusionnistes et social-démocrates qu'elle contenait. Mais loin de nous l'horrible éducation marxiste, qui, selon une parole scandée par Charlot à une fraction de la

section Sorbonne, fait toujours, parmi les étudiants, naître des déviations !!! A la lumière de ces faits des congrès bien radicalisés comme celui du 8 juin prennent leur véritable figure.

Après ce congrès fantôme, les partisans de Charlot dans la fraction du syndicat de la Seine, et ceux-là seulement, organisaient d'une manière ridicule et évidente la mise en scène de l'enthousiasme délirant (sic) qu'éprouvaient les délégués (que personne d'autre n'a vus) au récit des hauts faits pratiques et théoriques de la majorité confédérale fait par leur « direction révolutionnaire » ainsi que Charlot se baptise lui-même dans l'article de l'*Humanité*.

La leçon de tout ceci c'est qu'il faut impitoyablement démasquer le vaste bluff de l'U.G.E.E. Les normaliens doivent adhérer à la fédération au moyen de syndicats de catégorie et faire définitivement litière de l'organisation estudiantine corporative. Des membres influents de la fraction du syndicat, qui étaient d'accord avec ce programme seul positif et seul sain, le repoussent maintenant ou se taisent, parce que faire adhérer à la fédération de l'enseignement devient un crime. Démasquons sans pitié ces faiblesses et ces manœuvres et faisons la propagande pour l'adhésion à la fédération en laissant tomber la mourante U.G.E.E.

Un instituteur oppositionnel.

Quelques remarques sur la question de la collectivisation en U. R. S. S.

Les conférences de Moscou et de Leningrad viennent d'avoir lieu. Kaganovitch et Molotov ont parlé. Ces « guides » sont encore contraints de parler, dans des discours qui durent des heures et dans des articles kilométriques, du « trotskysme » pourtant liquidé et enterré depuis longtemps.

De quelle manière éhontée ils cachent leurs propres fautes et les mettent au compte de notre Opposition, en voici un exemple : Kaganovitch explique que « toutes les fautes commises dans la collectivisation, toutes les exagérations, les méthodes de contrainte, etc., sont des exemples typiques de « trotskysme ». Ainsi, d'un côté : les « trotskystes », adversaires de la collectivisation, sont unis aux droitiers ; d'un autre côté, les « trotskystes » appliquent la politique d'aventures stalinienne : comment peut-on combiner cela ?

On accuse d'abord les masses d'être des « têtes brûlées », parce qu'elles ont réalisé la politique stalinienne. Maintenant que les masses s'en défendent et se révoltent, on trouve quelque chose de neuf : le « trotskysme », coupable de toutes les erreurs.

Nous avons déjà dans les derniers numéros de la *Vérité*, exprimé notre opinion. Nous répétons que :

1° Nous avons été les premiers à combattre pour un rythme accéléré de l'industrialisation et de la collectivisation, alors que Staline et Molotov défendaient la conception de Boukharine (« Enrichissez-vous ! », « Trotsky, industrialisateur à outrance », et « Trotsky veut dépouiller les paysans »).

2° Nous combattons aujourd'hui l'aile « gauche » de l'opportunisme, tandis que Staline a résolu de « détruire la classe des koulaks en quatre années », de forcer les paysans à entrer dans les kolkhoz, sans tenir compte des ressources techniques et matérielles.

Nous avons dit, et nous répétons : De telles méthodes ne peuvent que compromettre la collectivisation aux yeux des masses. Nous sommes, comme autrefois, pour un rythme accéléré de l'industrialisation et la collectivisation, mais en tenant compte rigoureusement des ressources techniques et matérielles du pays.

Nous sommes prêts à soutenir de toutes nos forces de telles mesures, malgré toutes les calomnies et les bannissements.

A. SENINE.

PREMIER BILAN DU TOURNANT ITALIEN

De l'ultra-gauchisme au gaponisme

Six mois ne se sont pas encore écoulés depuis le jour où, au sein des organes dirigeants du Parti communiste italien (Secrétariat, Bureau politique et Comité Central) ont éclaté les désaccords qui ont mené aux fameuses mesures d'organisation adoptées par la Centrale de mars et achevées, *manu militari*, par le secrétariat du Parti. Bien qu'un laps de temps si court soit passé depuis le moment où la lutte a été engagée contre la soi-disant minorité, nous sommes déjà en mesure de dresser un premier bilan des positions politiques adoptées par la direction actuelle du P.C.I., et de prouver, par les faits, ce que nous avons déjà prouvé au moyen de considérations théoriques, c'est-à-dire que des positions en question il ne reste plus que vent et poussière, et que ces positions en réalité, n'étaient qu'une manœuvre imaginée par des opportunistes sans principes et sans scrupules dans le but de faire oublier leur propre passé et d'avoir « les mains libres » dans l'œuvre de corruption qui leur est nécessaire au sein du Parti pour garder le pouvoir.

Les positions politiques sur lesquelles les opportunistes qui dirigent depuis des années le P.C.I. ont mené la lutte contre la soi-disant « minorité », ont été les suivantes :

1) En janvier 1930 l'actuelle direction opportuniste affirmait qu'en Italie « la situation est en train de se précipiter » ; que « la crise économique et politique est mûre » ; que « nous nous trouvons dans la phase d'une situation révolutionnaire aiguë » ; que « les larges masses sont dans la rue » ; et que ces mêmes masses « au moyen de manifestations armées ont imposé la reconnaissance totale ou partielle de leurs objectifs » ; que « le bloc ouvrier-paysan est déjà formé » ; que « en Italie, non seulement le prolétariat, mais aussi des couches très larges de la population se posent »

le dilemme : fascisme ou communisme.

2) L'actuelle direction opportuniste affirmait aussi, au mois de janvier que le capitalisme italien a désormais épuisé toute possibilité de manœuvre ; qu'il est la cause aussi des formes d'organisation particulières données par le fascisme à l'Etat, lié pour la vie au fascisme, voire à la forme fasciste de domination du capitalisme en Italie ; que toute possibilité d'adoption d'une autre forme de gouvernement et d'organisation étatique est exclue pour le capitalisme italien.

3) L'actuelle direction opportuniste affirmait aussi que « la social-démocratie italienne nous fait rire » ; qu'elle « est à Paris, au café de la Rotonde, dans l'attente que les industriels l'appellent » ; qu'elle « n'a et ne pourra avoir aucune organisation en Italie » ; qu'elle n'est qu'un amas de sottises et de stupidités.

Comme conséquence d'une telle « analyse » de la situation italienne et des forces agissantes en elle, et aussi des positions que ces mêmes forces sont amenées à prendre au cours des événements, la direction du P.C.I. avait fixé au Parti différentes tâches qu'on peut résumer ainsi :

Les mots d'ordre de la « 3^e Période »

1) La lutte pour les revendications économiques et politiques *partielles* du prolétariat est désormais dépassée. Comme le capitalisme italien est dans l'impossibilité d'accorder quoi que ce soit aux masses, et qu'au contraire il est dans la nécessité d'aggraver encore leur situation, la conséquence « logique » qui en découle (la direction du Parti a quitté depuis longtemps la dialectique pour la logique formelle) est que le Parti doit appeler les masses à lutter pour les buts ultimes du Parti et non pas pour des revendications qu'elles ne peuvent imposer au régime fasciste. Cette position « logique », le P.C.I. l'a adoptée aussi parce qu'il jugeait que les masses avaient atteint un tel degré de radicalisation qu'elles ne se sauraient poser que des tâches finales comme, par exemple, le renversement du régime fasciste et en « conséquence », l'instauration de la dictature du prolétariat.

Manifestation principale de cette position du Parti, le mot d'ordre, (tombé évidemment dans le vide) de la « grève générale politique ».

Ce mot d'ordre nous est arrivé, pour la première fois depuis les lois d'exception,

après le X^e Plénium, c'est-à-dire, quand il a été dicté par Moscou. Soit par la manière dont il a été lancé, soit par le fait qu'il est resté pratiquement dans les cartons jusqu'au mois de janvier, il est clair que ce mot d'ordre devait, plus qu'indiquer une tâche immédiate du Parti, servir plutôt comme indication générale de la ligne sur laquelle le Parti aurait dû se proposer de porter les masses, par tout un large travail d'éducation politique, d'agitation et d'organisation. Mais depuis janvier les choses « ont changé ». La préparation de la grève générale politique est interprétée comme la tâche *immédiate et fondamentale* du Parti : ce mot d'ordre est désormais, pour parler comme la direction, le mot d'ordre « central » du moment actuel.

Lancer le mot d'ordre de la grève générale politique et affirmer qu'il est le mot d'ordre *central* du Parti au moment *actuel* : voilà pourtant tout ce que le Centre du Parti a su faire jusqu'ici. Cette Centrale, plagiant la prose mussolinienne, aime affirmer « qu'il précède et qu'il n'attend pas » ; cependant, cinq mois après qu'il a déclaré que la grève générale politique est la tâche immédiate et centrale du Parti, elle n'a pas encore réussi à dire quels sont les buts politiques que le prolétariat et les larges masses travailleuses doivent se fixer avec un moyen de lutte de cette importance. Pourquoi ? Parce que nos dirigeants opportunistes ne sont pas très habiles dans le truquage, ou à jouer avec les mots ? Certainement non. Les buts à atteindre par la grève générale politique n'ont pas encore été indiqués au prolétariat, pour la très simple raison qu'une telle indication soulignerait trop brutalement la contradiction existante entre ce que les opportunistes appellent la tâche immédiate du Parti et des larges masses, et les possibilités concrètes réelles.

Voilà pourquoi nos opportunistes gardent le silence sur les buts concrets à atteindre à travers la grève générale politique, et se bornent à répéter comme des perroquets, des formules générales qui non seulement sont impuissantes à mobiliser les masses, mais ne peuvent même pas mobiliser les camarades constituant la base qui travaille en Italie.

2) Toute politique destinée à gagner à sa propre direction les alliés du prolétariat a été jugée inutile et surannée. Si, en Italie, le prolétariat et les larges masses travailleuses se posent déjà le dilemme « fascisme ou communisme », et se placent « naturellement » du côté du communisme, si objectivement et subjectivement la situation est « mûre » ; quel besoin pourrait-il y avoir de développer une politique méthodique, intelligente, de tous les instants pour arracher, par exemple, les paysans et les minorités nationales à l'influence des courants et des mouvements antifascistes bourgeois, ou à l'influence des impérialismes des autres pays ? La preuve éclatante que le Centre du Parti italien jugeait une telle politique comme parfaitement inutile, nous est donnée par les mots d'ordre lancés par lui à l'occasion du 1^{er} mai : « Tous hors des usines » ; « tous dans la rue ». Dans ce mot d'ordre, lui aussi appelé « central » et « fondamental », il n'y a pas l'ombre d'un rappel, par exemple, aux travailleurs de la terre et aux paysans. Impossible de vouloir les considérer comme sous-entendus ! ils en sont formellement exclus. Le Parti n'a rien à leur dire. Et ceci en même temps qu'on affirme que la préparation de la grève générale politique est la tâche actuelle, centrale, du Parti et du prolétariat !

3) La lutte contre la social-démocratie est désormais un jeu auquel le Parti peut de temps en temps se livrer pour ne pas perdre sa bonne humeur ; mais elle n'a aucune signification en tant que lutte politique. Si la social-démocratie italienne fait rire, si elle n'a et ne pourra avoir aucune organisation en Italie, si elle ne pourra pas être le bourreau du prolétariat, est-ce qu'il vaut la peine pour un parti politique de s'y intéresser encore ? La social-démocratie pourra être encore utile aux amateurs de discussions littéraires ; mais il serait fou de concentrer sur elle le feu du Parti. Par conséquent : pas de lutte contre la social-démocratie ; pas de lutte contre un pantin n'ayant plus que

la fonction d'épouvantail pour les merles qui y croient.

Nous ne soulignons pas, pour le moment, le fait que cette « thèse » officielle du centre du Parti a été appuyée précisément par ceux qui, quelques mois auparavant (quand Tasca et Boukharine étaient encore les dieux tutélaires) voyaient dans la social-démocratie italienne un allié possible dans la lutte contre le fascisme, et s'efforçaient de prouver qu'elle n'avait rien de commun avec la social-démocratie internationale !

Après le tournant à droite

Telles étaient donc les conclusions de l'analyse (appelons-la ainsi) que les opportunistes masqués d'ultra-gauchisme avaient dressés de la situation italienne au mois de janvier. Ces positions ils les ont gardées jusqu'à la veille du 1^{er} mai, quand ils ont annoncé dans toute la presse internationale que pour cette date nous aurions, en Italie, d'imposantes manifestations de rue.

Mais, d'un coup, les positions se renversent. Le château en Espagne bâti sur des mots et sur une furieuse campagne de calomnies contre la nouvelle opposition, s'écroule. Les opportunistes, qui, hier encore, avaient le masque de l'ultra-infantilisme, perdant toute pudeur (si jamais ils en ont eue), non seulement ont quitté leurs positions d'hier, mais ils ont en grande hâte surpassé les vieilles positions de Tasca (qui leur a jusqu'à hier dicté la ligne politique du Parti allant jusqu'à rejoindre le « gaponisme »).

Etant donné le court délai dans lequel la nouvelle piroquette des nouveaux « stenterelli » s'est produite, elle n'est pas encore, bien entendu, parachevée. Elle reste encore assaisonnée de phrases criardes et de quelques « incertitudes », qui ne font

que de la lutte se livrent les deux groupes, aujourd'hui unis dans la même direction.

Mais si nous raisonnons de côté les phrases et les « incertitudes », et si nous visons à la substance, nous trouvons que ceux-là mêmes qui jusqu'à la veille du 1^{er} mai avaient jugé la situation italienne de la manière que nous avons précédemment indiquée, aujourd'hui affirment au contraire :

1) Qu'il n'est pas vrai que nous sommes à la veille de la Révolution. Les grandes batailles révolutionnaires qui, de janvier jusqu'à la fin d'avril, avaient été déclarées « inévitables » et « nécessaires » dans « les mois prochains », sont à présent reléguées dans l'oubli et on se borne à affirmer, avec le manque de clarté jésuitique propre aux opportunistes, qu'en Italie « on va vers une situation révolutionnaire ». Mais on ne dit pas de quelle manière et avec quel rythme. On répète par là une affirmation générale qui est vraie au moins depuis 1917, mais qui est fautive si par elle on veut seulement fixer la période actuelle de la situation italienne. Chacun comprend que pour un Parti politique il ne suffit pas de répéter à propos et hors de propos des formules de caractère général ; mais que pour conduire une politique révolutionnaire il faut savoir établir à tout moment en quelle phase du processus révolutionnaire on est, sans quoi on ne pourra faire que de la littérature ; jamais mener une action politique.

2) La social-démocratie italienne ne fait plus rire. Au contraire. Nos opportunistes masqués d'ultra-infantilisme sont pris aujourd'hui par la panique en face de l'activité des social-démocrates italiens. Eux, qui ont affirmé que la social-démocratie italienne n'a et ne pourra avoir d'organisation ; que la social-démocratie ne pourra pas être le bourreau du prolétariat ; que le prolétariat italien et de larges couches de la population se posent déjà le dilemme : « fascisme ou communisme » ; ils sont réduits aujourd'hui à pleurnicher sur « la grande manœuvre que la social-démocratie italienne est en train de tenter » ; à déclarer « que contre la social-démocratie il est nécessaire de lutter avec la plus grande vigueur » ; à conjurer, dans la presse illégale du Parti, les camarades et les ouvriers de « brûler » les paquets de journaux social-démocrates et aussi ceux de la concentration antifasciste circulant en Italie, à ne les remettre à per-

sonne, à ne les montrer à personne. La panique atteint ici le summum du grotesque !

3) Mais c'est sur le terrain des revendications partielles que les « ultra-infantiles » du dernier quart d'heure ont fait la culbute la plus intéressante. A l'occasion de la tournée de Mussolini, entreprise dans un but de chantage à l'égard des impérialismes avec lesquels l'Italie bourgeoise a des conflits d'intérêt, et afin de galvaniser ses propres forces, la direction aventuriste du P.C.I. au lieu d'appeler les masses travailleuses d'Italie à manifester sous toutes les formes possibles contre le régime et pour leur propre défense, les a appelées à demander à ce même Mussolini de ne « plus donner des mots, mais des actes » !... Comme si ce n'étaient pas des « actes », les réductions des salaires, la destruction des organisations prolétariennes, la suppression de toute conquête du prolétariat et des masses travailleuses, le massacre par milliers des héros militants ouvriers et paysans, les milliers de travailleurs ensevelis dans les bagnes fascistes et déportés aux îles. Comme si ce n'étaient pas des « actes » tout ce que le fascisme a fait depuis dix ans contre le prolétariat et les masses travailleuses italiennes !

Mais, de toute évidence, ce sont d'autres « actes » que les masses sont appelées par la direction du P.C.I. à demander à la plus haute personnalité du fascisme italien : à savoir : des « actes » susceptibles d'aider les masses, de les arracher à leur misère, à leur esclavage !...

Eh bien, qu'est-ce que tout cela, sinon du « gaponisme » le plus pur ? Qu'est-ce que tout cela sinon illusionner les masses, leur dire que la solution de leurs problèmes dépend des « actes » que leur concédera « chef des chemises noires » ?

Comme nous l'avons déjà dit, cette culbute de l'« ultra-infantilisme » dans le « gaponisme » est encore volée par maintes phrases et « incertitudes ». Réussira-t-elle à se développer dans une ligne politique d'opportunisme conséquent comme ce fut le cas au cours de la direction Tasca-Ercoli ? Il est difficile de l'admettre. Il est au contraire très probable qu'on va assister à l'exhibition de l'éclectisme le plus vulgaire en vertu duquel, non seulement dans le même numéro du journal mais dans le même article, nous verrons défendues successivement des positions différentes et opposées. Ce n'est pas pour rien que la direction de notre Parti est, elle aussi, dans sa troisième période : hier Bordiga et Gramsci ; aujourd'hui, Polichinelle.

X. Y. Z.

P. S. — Quant aux questions d'organisation qui ont été l'origine des désaccords politiques profonds manifestés ensuite, la « capitulation » des opportunistes siégeant au sommet du P.C.I. n'a pas été moins impudente. Les faits ont prouvé que la méthode d'organisation défendue par l'opposition, sur la base de l'expérience vivante acquise au contact de la base pendant les longues années de vie illégale, était la seule susceptible de rendre plus solides et plus larges les liens entre notre Parti et les masses. Sur le terrain de l'organisation aussi, le « tournant » s'est marqué par un recul honteux dont les camarades italiens ne manqueront pas de demander des comptes.

X. Y. Z.

Dans une nouvelle lettre ouverte aux membres du Parti, la direction centrisme est obligée de reconnaître certaines de ses fautes.

Si vous voulez les mettre complètement à nu et comprendre leur origine, lisez :

La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale communiste

par L. TROTSKY

Un exemplaire : 3 francs
Prix par 10 exempl. : 20 fr.

En vente à LA VERITE
45, boulevard de la Villette
Paris (10^e)

LES GRÈVES DES P.T.T. : 1909 ET 1930

Les enseignements et les perspectives

Ces deux mouvements sont particulièrement fertiles en enseignements. Cependant nous ne les tirerons pas tous, bien que la matière abonde :

En premier lieu une grève généralisée en deux temps ; éclatant d'abord avec spontanéité puis rebondissant de façon plus ordonnée et réfléchie, ces deux aspects vus avec un recul de vingt ans.

Puis un deuxième mouvement dont les différentes phases sont encore vivantes en toutes les mémoires commençant également par des manifestations spontanées, canalisées ensuite et contenues en certains points stratégiques pour revêtir un caractère de démonstration disciplinée volontairement limitée et arrêtée après avoir atteint sa pleine efficacité pendant le temps fixé.

I. En quoi 1909 et 1930 sont comparables

1) Les deux mouvements sont strictement corporatifs et professionnels dans leurs causes déterminantes immédiates et dans les mobiles qui font agir la masse des grévistes.

2) Ils ne sont politiques que dans leurs causes profondes et lointaines, dans leurs conséquences et par la volonté froidement réfléchie des gouvernants de résister aux revendications les plus légitimes et les plus sensibles de la corporation. La politique réactionnaire des Poincaré et des Tardieu fait ici écho à vingt ans de distance à la réaction élementariste.

3) Une seule catégorie donne le branle et met immédiatement toute la masse corporative en ébullition.

4) Cette catégorie, celle des agents, est considérée, en 1909 comme en 1930, comme la mieux partagée, voire même la plus privilégiée, la moins prolétarienne, la plus petite bourgeoisie, la plus imprégnée de l'idéologie démocratique de la bourgeoisie, la plus pondérée et la plus sage au point de vue politique.

Le fait est là. Il est difficile de le rayer de l'histoire. Il se reproduit à 20 ans d'intervalle avec une régularité impressionnante.

En 1906 les sous-agents (les employés d'aujourd'hui) font grève : agents et ouvriers ne bougent pas.

En 1909 les agents se soulèvent : ouvriers et sous-agents leur emboîtent le pas.

En 1929 (mai-juin) les facteurs parisiens font un mouvement limité au personnel employé parisien et aussi dans le temps, mouvement très réussi d'ailleurs : les deux autres catégories restent inertes.

En 1930, les agents font la grève démonstrative. L'émotion gagne ouvriers et employés. L'émotion eût-elle été assez forte pour se traduire par une participation efficace de ces deux catégories dans une grève générale faisant suite à la grève démonstrative du 15 mai ? C'est là que réside l'inconnue du problème. Nous sommes dans le domaine des hypothèses. Mais il n'en reste pas moins acquis que la grève des agents a remué toute la corporation.

5) Les services les plus industrialisés (centraux télégraphiques ou téléphoniques) sont ceux qui assurent au mouvement, dans les deux cas, un élan de départ efficace. Il est plus lent à se dessiner ou reste partiel dans les services postaux.

6) Le mouvement est arrêté dans son élan, son déroulement et son amplitude par suite d'un coincement entre deux forces contraires : le freinage systématique, l'hésitation, la temporisation et la modération à tout prix du réformisme et l'accélération impulsive, impétueuse et irraisonnée du « gauchisme. »

7) Les autres corporations, leurs organisations et les centrales syndicales semblent prises au dépourvu par l'événement et paraissent ne pas être suffisamment préparées ou même totalement impréparées à apporter aux postiers en grève un appui qui ne soit pas uniquement de solidarité verbale.

8) Le pouvoir, en face du mouvement — même surpris — sait faire jouer toutes les ressources de l'art de la manœuvre : force, ruse, pièges, divisions, négociations directes ou indirectes. Il

n'en exclut aucune. Il les emploie toutes, alternativement ou de concert. Les uns servant même parfois à masquer la préparation ou la mise en jeu des autres, et réciproquement.

9) Même lorsque le gouvernement a sévi avec brutalité, le mouvement est suivi de résultats partiels ou à retardement et profitable à la corporation. Après avoir frappé, il cède du terrain et accorde après ce qu'il refusait avant à titre de précaution pour prévenir le retour d'un mouvement semblable.

Même lorsqu'il ne s'agit que des revendications matérielles fragmentaires ou des satisfactions morales secondaires il y a là pour les intéressés la démonstration de l'efficacité de la force massive prolétarienne et la peur du pouvoir de la voir entrer en jeu.

II. En quoi 1909 et 1930 diffèrent

Pour être moins nombreuses que les similitudes les différences n'en sont pas moins essentielles. Nous ne retiendrons que les trois principales :

1) La situation intérieure de la corporation n'est plus la même. Les conditions où elle évolue ont changé.

Certes en 1930 comme en 1909 les agents donnent le branle. Mais dans une atmosphère combien différente !

En 1909 ils se mettent en mouvement pour des motifs qui intéressent toutes les autres catégories. Ils entrent en lutte contre un patronat qui les meurtrit toutes et toutes ont conscience que la cause des agents est la cause commune.

En 1930, les agents partent en guerre mais pour des revendications particulières et pour des mobiles qui semblent égoïstes aux autres catégories. La grève démonstrative est déclenchée pour protester contre le nouveau traitement maximum des commis.

« Étouffent » les ministères que la répartition des crédits votés par le Parlement pour assurer les nouveaux traitements est commandée par les chiffres de la base et du sommet. Mais la façon dont le problème est posé semble faire de cette élévation du maximum du commis une revendication essentielle alors que les petites catégories du personnel sont surtout intéressées par l'établissement du salaire de base. Or celui-ci est famélique et on semble n'en causer que pour mémoire.

Il faut dire qu'on paie là une faute antérieure très lourde et que l'on traîne comme un boulet. En 1924 lors de la révision des traitements on donna dans le piège gouvernemental. On se laissa aveugler par la fixation des minima atteints en fin de carrière alors que le point primordial était la fixation des salaires de début. On construisit la maison par le toit et depuis elle se trouve sans fondation et à l'envers. C'était assurer le succès de la manœuvre de division du pouvoir qui consistait à isoler la plèbe innombrable des fonctionnaires des catégories moyennes.

La grève de 1930 est la démonstration la plus saisissante du danger de cette manœuvre.

Si importante que soit la situation du commis dans la corporation des P.T.T., elle n'est pas de nature à entraîner dans un mouvement généralisé l'armée imposante des postiers de la base.

Aux yeux de ceux-ci les commis luttent pour des fins égoïstes et ils restent méfiants et indécis. D'autant que au cours de ces dernières années l'esprit de catégorie — cette forme néfaste de l'égoïsme sacré — s'est particulièrement aggravé. On en a joué de toute part. En haut lieu on a dressé les catégories les unes contre les autres pour la sécurité du pouvoir et de la classe dominante.

Dans les milieux syndicaux on semble avoir tout fait pour faciliter la tâche aux dirigeants.

Dans les milieux confédérés on a fait osciller toute l'action syndicale autour des revendications des commis comme si la corporation — et même le monde — commençait et finissait là. On a été amené ainsi pour satisfaire le gros de la clientèle confédérée sinon à

sacrifier du moins à se désintéresser des salariés les plus modestes.

Dans les milieux unitaires on ne pouvait rester en reste. On a agi sur le plan opposé avec le même aveuglement. Certes le programme unitaire des traitements est de tous le plus logique, le mieux échafaudé et le plus équitable. Il repose sur le salaire vital de base chiffré en francs-or et calculé sur les indices réels de vie. Mais il comporte des abattements. Or ces abattements jouaient à partir de 3.000 francs-or, c'est-à-dire rognait le maximum du commis.

D'où l'influence nulle du groupement unitaire dans la catégorie des agents à qui il donnait l'impression de les sacrifier au profit des petites catégories.

En plein mouvement la Fédération unitaire a reconnu implicitement cette faute de tactique en rectifiant son programme sur ce point.

Son programme dressé pour la circonstance faisait jouer la revalorisation intégrale pour le maximum du commis.

Rectification insuffisante et trop tardivement faite pour accroître l'influence unitaire dans le milieu.

Le véritable maximum du commis est en réalité l'accès au grade subalterne, de contrôleur. Mettre le contrôleur, cet officier de troupe issu du rang sur le même pied que les gros chefs prébendés de la haute administration ne pouvait faire dans ces conditions, sur le milieu agent, que l'effet de la douche froide. La proposition de partager les crédits de façon uniforme ne pouvait plus dès lors apparaître pour les agents en grève que comme une mesure de démagogie. Elle achevait de renverser la situation.

Certes elle incitait employés et ouvriers à entrer dans le mouvement mais elle risquait d'arrêter l'élan des agents.

« Mais est-il encore décent de leur rappeler Lénine ?... »

La résultante des manœuvres gouvernementales et des fausses manœuvres syndicales réside en ceci :

La corporation en 1930 est comme composée de tronçons d'un même corps et qui se sentiraient étrangers les uns aux autres.

Voilà le fait cruel mais patent.

2) Organiquement désunie et comme disloquée, la corporation est de plus divisée moralement, syndicalement, politiquement.

L'unité de front de combat s'était forgée en 1909 sur le champ de bataille, face à l'ennemi.

En 1930 la situation est renversée. La masse veut l'unité mais les chefs font tout le nécessaire pour la rendre impossible.

Peut-être malgré cela est-elle possible encore ? Peut-être des circonstances — plus favorables qu'en 1909 — l'imposeraient-elles à nouveau ? Gardons-nous des prophéties. Mais ce qu'il y a de certain, c'est que la masse à la conviction profonde de ne pouvoir vaincre un patron aussi redoutable que l'Etat sans avoir réalisé l'unité tactique de combat.

La corporation appréhende la bataille, c'est certain, mais surtout parce qu'elle se sent au flanc la plaie saignante de la scission. Et ceci est une autre fait non moins cruel et non moins patent.

En face de la corporation divisée et meurtrie se dresse l'Etat, renforcé dans ses positions principales.

Il a bénéficié des divisions ouvrières. Il a réorganisé sa technique administrative. Il a recruté un personnel auxiliaire en vue du remplacement éventuel du personnel titulaire. Il a adapté ses services en vue de l'éventualité d'un arrêt du travail et habituellement sa clientèle à une mal façon qui tend de plus en plus à devenir la règle.

Au point de vue politique il a perfectionné sa machinerie. La répression se fait plus rapide et plus directe. Il a rajeuni et renforcé sa police. Il a doté des moyens les plus récents de défense et d'attaque.

III. Conclusions et perspectives

Dans ces conditions était-il possible de transformer la grève démonstrative déclenchée pendant 2 heures le 15 mai dernier par le syndicat des agents confédérés avec des chances de réussite et de victoire ?

Après un examen minutieux et sévère de tous les éléments du problème nous répondons sans hésiter : Non !

Certes des éléments neufs entraient en ligne. La province, contrairement à ce qui s'était passé en 1909, donnait à fond dès la première minute. Lyon, Marseille, Bordeaux, Lille, Rennes immobilisaient les services comme Paris et synchroniquement. Le personnel féminin qui lutte depuis des mois pour l'égalité de salaire joua également un rôle décisif dans la réussite du mouvement. Il apporta dans la bataille une ardeur et une combativité des plus remarquables.

Mais tout cela risquait d'être saboté irrémédiablement par les queues d'étais-majors devant l'ennemi. Rien de tel pour doucher la confiance des masses et glacer leur enthousiasme.

L'état-major confédéré affirmait vouloir rester seul maître de la direction du mouvement.

L'état-major unitaire manœuvrait en vue surtout de l'en déposséder. Il avait pourtant la possibilité d'imposer le front unique aux agents confédérés. Il leur apportait en effet dans la bataille le concours des éléments employés et ouvriers. A ce titre seul le syndicat confédéré était obligé d'accepter la proposition. Mais pour cela il eût fallu que l'état-major unitaire ne soit pas enfoncé jusqu'aux oreilles (et elles sont longues) dans la stratégie de l'aventurisme stalinien. Il eût fallu qu'il soit uniquement guidé par le souci de la réussite du mouvement. Alors il eût

pu établir des comités de lutte qui sentaient d'une lieue le piège et la manœuvre mais celle d'un organisme dont les circonstances imposaient la nécessité impérieuse : un comité de grève réalisant l'unité de direction du mouvement. Le nom donné à l'organisme importait peu. Ce qui importait, c'était la chose. Le jour où la direction unique du mouvement généralisé était décidée le succès du mouvement était assuré. La confiance des masses en elles-mêmes renaissait aussitôt. Leur élan pouvait devenir irrésistible.

Au lieu de cela, nos hurluberlus ont crié au traître, ce qui signifie sauve qui peut pour les indécis et les poltrons qui, hélas ! comptent dans la bataille. Ils ont dévoré du confédéré à pleines dents et se sont présentés comme les seuls capables de diriger le mouvement.

Certes le freinage réformiste a joué également. Les réformistes freinent et freineront toujours. Mais encore convient-il de ne pas leur donner des raisons excellentes pour eux, et aussi pour les masses de freiner.

Or c'était leur en fournir une que de faire jouer à fond l'accélération à tout prix et à l'aveugle du mouvement.

Le « gauchisme » des hurluberlus de l'appareil unitaire a été pour une bonne part dans la décision des agents confédérés d'arrêter le mouvement.

Nous disons arrêter et non liquider. Il ne peut, en effet que rebondir à la première occasion.

Il est dans la logique des événements et de la situation économique actuelle. L'Etat, — sous la pression du haut capitalisme qui entend qu'il ne soit pas donné de mauvais exemple à ses exploités, — poursuit à l'égard des fonctionnaires une politique de bas salaires et de rationalisation. Jusqu'ici, il a usé de ruse pour masquer le plus possible cette politique. Les événements l'obligent et l'obligeront de plus en plus à découvrir son jeu et à agir avec plus de brutalité et de cynisme. Le jour où il aura dépassé la mesure, ce sera la révolte généralisée. Ce jour-là, les états-majors syndicaux, de quelque nuance qu'ils soient, qui mettront leur prestige ou leur intérêt au-dessus de l'intérêt prolétarien seront balayés comme fétus de paille.

UN GREVISTE DE 1909.

LA VIE OUVRIÈRE

La grande colère de Boville

Les progrès de l'Opposition unitaire sont insupportables pour les dirigeants du Comité pour l'Indépendance du syndicalisme. Tout ce qui contrecarre leurs efforts en vue de rassembler autour d'eux tous les éléments d'oppositions de la C.G.T.U. les irrite : ils ont décidé, après quelque hésitation chez certains d'entre eux, que toutes les minorités doivent bloquer ; qui est contre cette tactique devient aussitôt un allié de Monmousseau et même de Jouhaux. C'est un raisonnement simpliste, tout juste digne de Gilton. Rappelons-leur que la tactique qu'ils veulent imposer à tout prix n'a pas été inventée par eux, qu'elle est celle de la direction confédérale et que certains minoritaires ne s'y sont ralliés qu'après l'avoir combattue. Et la direction confédérale qui ne se caractérise pas d'ordinaire par la clairvoyance, voit bien ce qui, dans ce domaine, lui est utile ou la gêne. Elle apporte d'ailleurs la même ardeur, encore maintenant, à pousser les camarades de l'Opposition unitaire vers le bloc minoritaire. C'est un point sur lequel elle est pleinement d'accord avec le comité pour l'indépendance et rivalise de zèle avec lui.

L'appel de nos camarades de la première Union Régionale, la déclaration de l'Opposition unitaire, publiées dans notre dernier numéro, ont été particulièrement désagréables aux rédacteurs du Cri du Peuple. Dans le numéro de mercredi de ce journal, Boville exprime leur dépit. Et, comme toujours, lorsqu'ils sont en difficultés, c'est à nous qu'ils s'en prennent. Perdant toute mesure, Boville écrit que nous n'avons rien à envier aux staliniens, que nous savons « mentir », que nous savons « diviser », etc. Ça n'est pas tout à fait le ton de l'Humanité, mais ça vient.

Les raisons pour lesquelles nous ne voulons pas aller dans la galère minoritaire, nous les avons dites et nous les répéterons. Nous avons caractérisé le Comité pour l'indépendance du syndicalisme pour ce qu'il est : un bloc anticommuniste, ce qui n'est pas un mensonge, mais la simple vérité. Et si les dirigeants du Cri du Peuple avaient un minimum de franchise, ils le diraient ouvertement.

Pour les dirigeants du Parti, nous sommes un « groupuscule », pour Boville, nous sommes des généraux sans troupes. Nous verrons, dans un avenir peu éloigné, où sont passées les troupes de Boville. — A. Rosmer.

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE

Le 22 juin aura lieu, organisée par le Syndicat Unitaire des Métaux, la seconde session du Congrès des usines métallurgiques de la région parisienne.

A cette occasion, il n'est pas sans intérêt de rappeler que les dirigeants du Parti, qui avaient lancé, il y a quelques mois, le mot d'ordre de la grève générale des usines de la métallurgie parisienne, ont été obligés, à leur corps défendant, de l'« oublier » fort à propos. Comme de juste, ils ne peuvent avouer qu'ils avaient fait fausse route. Dans l'état lamentable du syndicat des métaux, dont les sections syndicales squelettiques (quand elles existent !) n'ont dans les grosses usines qu'une influence très réduite, c'était, si les dirigeants du Parti avaient persisté dans leur folie de grève générale, aller à l'échec le plus écrasant.

Rappelons aussi que le cahier de revendications adopté par la première session du Congrès des usines (20 avril) avait été présenté à la Chambre Syndicale patronale avant le 1er mai. Celle-ci avait refusé de recevoir la délégation syndicale chargée de lui transmettre le cahier. Depuis, les dirigeants du syndicat se taisent.

La puissante Société des Forges et Acieries de la Marine et d'Homécourt, qui possède des usines à Saint-Chamond, Hautmont, Jœuf, Homécourt, etc., est aux prises avec les ouvriers d'une de ses usines : les Forges de l'Adour, au Boucau (Basses-Pyrénées).

Le conflit a été provoqué par le refus de la direction d'accorder 4 fr. 20 d'augmentation par jour à ses ouvriers aux-

quels elle offrait « généreusement » 0 fr. 80. Le 7 juin, 1.750 ouvriers ont déserté l'usine, guidés par leur syndicat unitaire et appuyés par la municipalité communiste du Boucau.

Les ouvriers grévistes font montre d'une grande combativité et mettent sur les dents les gardes mobiles envoyés par la « sollicitude » des pouvoirs publics sur les lieux. Il faut signaler que les grévistes ont décidé le retrait des équipes de sécurité : les quatre hauts fourneaux des Forges de l'Adour sont donc éteints. Mesure marquant la volonté de victoire qui anime les ouvriers que la « Marine et Homécourt » ne craint pas de payer au taux dérisoire de 24 fr. maximum pour les manœuvres et à peine 32 francs pour les professionnels.

Dans le Cher, à Vierzon, Mehun et Foecy, on comptait au début de juin, plus de 2.000 ouvriers de la céramique, engagés dans la lutte pour l'amélioration de leurs conditions d'existence. Peu de temps auparavant, les patrons céramistes de Mehun et de Foecy avaient refusé de prendre en considération une demande d'augmentation de salaires, revendiquée par leurs ouvriers, en renvoyant l'étude en juillet. Ces messieurs donnaient la prochaine application des assurances sociales comme raison à ce renvoi et devant le mécontentement de leurs ouvriers, ils les avaient lock-outés.

Tillon, secrétaire de la Fédération unitaire des produits chimiques, est sur place, dirigeant le mouvement. Espérons qu'il fera mieux qu'à Mareq-en-Barœuil et à Loos, où ses débuts comme secrétaire fédéral « dans la ligne » ont été marqués par l'échec des grèves Kuhlmann.

Dans les mines de potasse, à Bollwiller et à Wittenheim (Haut-Rhin), dont la majorité appartient à l'Etat, les mineurs sont en grève. L'Humanité du 16 prétend que la totalité des mineurs de potasse de la région (10.000) sont touchés, bien que le 13, elle annonçait que la grève avait été « hâtivement préparée » et qu'elle notait « les faiblesses d'organisation ».

Les mineurs, la plus grande partie étrangers, réclament une augmentation journalière de 5 francs. C'est la Fédération unitaire du sous-sol qui mène le mouvement.

DERNIER ECHO DE LA GREVE DES P.T.T.

Il a été perdu :

1° Un ordre du jour ultra-révolutionnaire lu par Gourdeaux au meeting réformiste de Bullier, le 23 mai dernier. Perte irréparable qui a empêché l'Humanité, la Bataille des P.T.T. (et empêchera sans doute aussi le Travailleur des P.T.T.) d'en publier le texte intégral...

2° Un congrès tout entier !...

Il devait en effet se tenir à la date du 28 mai salle Ferrer, un congrès de Comités de lutte organisé par la Fédération Postale Unitaire.

La salle Ferrer contient plusieurs milliers de personnes, les assises ou les meetings qui s'y tiennent ne passent pas ordinairement inaperçus. Nous en sommes cependant sans nouvelles depuis une quinzaine de jours. L'Humanité est restée muette sur l'événement. Et la Bataille des P.T.T. (qui n'accorde cependant toujours pas ses violons avec ceux de l'Humanité) observe le silence prudent de l'organe des « conrards » staliniens français...

3° Une grève... tout simplement !...

Non pas certes une grève de 30 travailleurs dans une modeste boîte privée. Non une de ces vulgaires et insignifiantes grèves économiques. Mais une grève de plusieurs milliers d'hommes et d'une importance politique capitale du fait que le Patron est l'Etat, une de ces grèves que les hurluberlus de tous « les appareils » rêvent de « politiser » à 1000 p. cent ; la grève démonstrative des P.T.T. L'Humanité a en effet publié le bilan des grèves de mai et celle des P.T.T. n'y figure pas.

Toutefois on ne sait au juste encore si l'on se trouve en présence d'une perte réelle ou d'un escamotage en règle pour faire plaisir à Staline-Molotov, pères de « la Troisième Période ».

Les camarades qui seraient à même de nous fournir le moindre indice de nature à nous faire retrouver la piste de ces objets perdus sont priés de se faire connaître d'urgence.

DANS L'EST :

La rage de la « Lorraine »

Rageant de voir les camarades de la Ligue communiste qui, à Chaligny, luttent fermement contre leur politique de sabotage du mouvement ouvrier, les bureaucrates staliniens locaux, dans la Lorraine, organe régional communiste de l'Est, injurient grossièrement, dans un papier signé courageusement « le sous-rayon de Neuves-Maisons », le camarade Paget.

On en veut à Paget. Pensez donc, « il s'efforce de canaliser vers son groupe de réfractaires à la politique du Parti et de la C.G.T.U. », les mineurs de Maron-Val-de-Fer ! « Le groupe réfractaire », c'est l'opposition unitaire qui gêne si singulièrement les staliniens.

La Lorraine maltraite avec impudence la vérité lorsqu'elle prétend que « c'est le travail des trotskystes » qui a permis aux réformistes de constituer un syndicat de mineurs à Chaligny et de faire élire leur candidat au poste de délégué-mineur. Rappelons aux ouvriers révolutionnaires de Chaligny-Neuves-Maisons que, jusqu'à la formation du syndicat réformiste et jusqu'à l'élection d'Antenat, c'étaient les communistes « dans la ligne » qui dirigeaient le syndicat unitaire. Et que c'est au moment du 1er août, où la fraction communiste s'était purement et simplement substituée au bureau syndical régulier, que des camarades se sont refusés à tolérer de tels faits et ont commencé à attaquer la politique du Parti.

La Lorraine injurie Paget, soi-disant responsable de la disparition de la J.C. de Chaligny et de la section locale du Secours Rouge. Cela prête à rire et comment mieux démontrer l'indigence, la pauvreté d'idées de la Lorraine lorsqu'elle dit : « Le travail de Paget complète celui de Dolker (réformiste) et des soldats du Pape » et que le trotskysme, le réformisme et le catholicisme sont les trois instruments indispensables au capitalisme dans sa lutte contre tout ce qu'il y a de sain et de révolutionnaire au sein de la classe ouvrière ».

Cette bouillabaisse est digne de la Lorraine et de ses insultes. Mais une petite question aux auteurs : Comment se fait-il que dans la région de l'Est, région industrielle si importante, région des mines de fer, des hauts fourneaux et du textile, le Parti, d'après les chiffres officiels, n'a pas 500 adhérents ?

N'est-ce pas là une honte pour ceux qui dirigent le Parti et ne sont-ce pas eux les vrais « soldats de Dolker, du Pape et des actionnaires de Châtillon-Commentry » ?

Le groupe de la Ligue communiste de Chaligny-Neuves-Maisons.

TOUJOURS RIEN DE FAIT POUR ORGANISER LA RESISTANCE AU VERSEMENT OUVRIER

Nous lisons dans l'Humanité, çà et là, des articles flamboyants contre le versement ouvrier et un appel aux ouvriers de refuser la paie en cas de retenue par le patron du versement ouvrier pour les assurances sociales. Mais rien de sérieux n'est fait pour organiser l'action ouvrière, car, maintenant, c'est de nouveau le 1er août qui est à l'ordre du jour !

La simple invitation de refuser la paie est sans valeur. La paie n'a pas lieu le même jour dans toutes les boîtes. Croit-on vraiment que les ouvriers d'une usine tiendront (pourvu qu'un mouvement se déclenche), jusqu'à ce que d'autres se mettent en branle ? Y a-t-il une action suivie, une action coordonnée contre le versement ouvrier ? Non.

Après avoir laissé échapper les possibilités d'un mouvement sérieux, les bureaucrates viendront certainement nous dire : « N'avons-nous pas fait tant d'articles ? N'avons-nous pas édité tant d'affiches ? N'avons-nous pas pondu tant de circulaires ? »

Il ne faut pas leur permettre de saboter un mouvement et de préparer déjà leur défilade quand des comptes leur sont demandés par les ouvriers.

Achetez toujours LA VERITE au même marchand.

ACCOUCHEMENT LABORIEUX

La C.E. de la C.G.T.U. aura mis six semaines à répondre au manifeste de l'Opposition unitaire, qu'elle s'obstine, de même d'ailleurs, que le Cri du Peuple, à appeler, pour lui donner une physionomie purement corporative, l'Opposition de l'Enseignement.

La réponse est constituée par un texte très copieux et aussi très vide, où l'on répond à l'Opposition unitaire par les mêmes phrases bien connues, redélayées indéfiniment, sur « l'essor révolutionnaire des masses », « l'imminence de la guerre », la « politisation des grèves », etc., etc.

Le thème principal de la réponse tend à démontrer « l'identité de vue et de position qui unit l'Opposition unitaire au Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme ». On connaît le but de cette accusation imbécile. Pour empêcher la progression de l'Opposition unitaire, il s'agit pour Monmousseau et Cie de lui attribuer la politique du Comité pour l'Indépendance, adversaire rêvé de la direction confédérale. Mais la réponse ne peut, malgré ses affirmations impudentes, y parvenir. La preuve ? C'est, par exemple, la divergence fondamentale qui sépare l'Opposition unitaire des minoritaires sur l'indépendance du syndicalisme dont ces derniers ont fait leur plate-forme.

L'Opposition unitaire, elle, oppose à la direction confédérale une politique conséquente et rejette les phrases sur l'indépendance, paravent qui masque une politique dont le Cri du Peuple est l'expression et qui reproduit sur le plan syndical, les conceptions réformistes du P.O.P.

Mais les dirigeants confédéraux n'en ont cure et ils continueront à affirmer que la création de l'Opposition unitaire est purement et simplement une « division du travail » arrangée par le Comité pour l'Indépendance.

La C.E. confédérale tire aussi sur la corde du « trotskysme ». On sait que le « trotskysme » est une invention des saboteurs du communisme. Mais, au surplus, c'est un mensonge de confondre l'Opposition communiste avec l'Opposition unitaire. L'Opposition unitaire, sur le terrain syndical a des conceptions qui sont celles défendues par l'Opposition communiste. Et puis après ? La base de l'Opposition unitaire est et doit être nécessairement plus large que la base de l'Opposition communiste. C'est là une évidence que les mensonges de Monmousseau ne pourront pas longtemps masquer.

Six semaines pour pondre cette lamentable réponse. Pauvre C.E. confédérale ! Croit-elle se tirer de ses responsabilités dans la crise que traverse la C.G.T.U. en appelant l'Opposition unitaire, « la nouvelle fraction dirigeante de l'opportunisme paniquard... » ? Si oui, la C.E. confédérale est bien à plaindre. — G.

AU HAVRE

La 19^e Union régionale avait convoqué, vendredi, les ouvriers à un meeting de protestation, salle Franklin, contre les sanctions administratives prises envers des syndiqués de l'Enseignement.

Deux instituteurs unitaires parlèrent d'abord. Ils montrèrent l'action révolutionnaire de la Fédération de l'Enseignement soulignant la répression brutale qui s'abat sur ses membres.

Le clou de la réunion fut un discours tonitruant de Gourdeaux, qui intervint au nom du Parti. Parlant de la récente grève des P.T.T., il déclara que ce mouvement fut « une vague de fond », mais que cependant les réformistes la brisèrent aisément. Comprenne qui pourra ! Puis il affirma ensuite que l'essor révolutionnaire était indéniable, ce que fit aussi Midol.

Environ 400 travailleurs avaient répondu à l'appel de l'Union, mais la salle était loin d'être pleine, et la réunion aurait donné de meilleurs résultats si les orateurs avaient basé leurs discours sur une juste analyse de la situation au lieu de se borner à invoquer un « essor révolutionnaire » que les faits mêmes qu'ils citent contredisent.

Les délégations ouvrières en U. R. S. S.

Le Comité International de la Société des Amis de l'U.R.S.S. adresse à la classe ouvrière et aux organisations ouvrières de l'Allemagne, d'Angleterre, d'Irlande, de France, de Belgique, de Hollande, de Suisse, d'Espagne, du Luxembourg, d'Autriche, de Tchécoslovaquie, de Norvège, du Danemark, de la Suède, et du Canada, l'invitation du Conseil Central des Syndicats de l'U.R.S.S., à envoyer en juin et en juillet, des délégations ouvrières.

Au cours de sa lutte contre la direction officielle de l'I.C. et son noyau, la fraction Staline, la Gauche Internationale, et, à sa tête, l'Opposition russe à l'insalubrité manifesté sa solidarité avec les ouvriers communistes et leur parti, son dévouement absolu à l'Etat ouvrier russe malgré toutes les déformations et les calomnies dont elle était l'objet ; dans sa lutte contre la bureaucratie et sa suffisance elle n'a pas perdu de vue un seul instant toute la grandeur de tout ce que le prolétariat, malgré les fautes incroyables de la fraction dirigeante, a créé et continue à créer, en Russie. Au contraire, c'est au développement, à la consolidation de cette œuvre gigantesque qu'elle voue son existence et son travail. C'est pourquoi elle accueille avec la plus chaude sympathie l'invitation de l'Union des Amis de l'U.R.S.S. En défendant l'Union soviétique contre l'assaut acharné de la presse bourgeoise mondiale et surtout en démasquant les diffamations honteuses des chefs social-démocrates de tous pays, les délégations ouvrières ont toujours une place importante.

L'élection des délégués a lieu dans une situation marquée par un recul général du mouvement communiste, en contraste aigu avec les conditions objectives. La désertion des masses devant le communisme a malheureusement aussi considérablement affaibli l'intérêt actif et vigilant de celles-ci pour l'Union soviétique. L'action pour l'envoi de délégués ouvriers devrait donc être portée dans les masses d'autant plus énergiquement. Mais la pression énorme que l'appareil du Parti exerce sur les militants, réprime aussi dans ce cas-ci l'initiative et la liberté de mouvement de l'élément ouvrier. Cependant rien ne pourrait mieux amplifier l'importance et le but de la délégation que des méthodes artificielles et antidémocratiques, des ruses et des combinaisons bureaucratiques employées à sa composition. L'Opposition doit lutter en communauté avec les ouvriers révolutionnaires, pour que la formation de la délégation émane vraiment du mouvement réellement intéressé et vivant de larges cercles ouvriers.

Cependant, cela n'épuise pas les tâches de l'Opposition. Les circonstances objectives confèrent à la délégation de cette année une importance et une mission particulières : bien qu'elle ne puisse pas fournir à la classe ouvrière toute la précision sur l'importance politique générale de la lutte de l'opposition de gauche russe, dont les dirigeants officiels déforment et cachent systématiquement le sens et le contenu, elle peut, par contre, mettre en vue le côté « organisatoire » de cette lutte. Et c'est justement la dernière phase de la campagne contre l'opposition russe qui exige avec une nécessité urgente, une telle démarche. Depuis l'exécution de Blumkine, révolutionnaire prolétarien et membre du Parti communiste, un certain temps s'est écoulé. Ceux qui sont responsables de cet assassinat n'ont pas prononcé jusqu'à ce jour une seule parole nette pour se justifier, ils n'ont pas osé défendre ouvertement et courageusement leur action. Ce n'est pas étonnant. Il n'y aurait pas dans le monde entier un seul ouvrier révolutionnaire prêt à approuver l'odieuse qui consiste à faire fusiller un communiste pour ses idées oppositionnelles. Mais si les malfaiteurs se taisent, nous devons, avec d'autant plus d'insistance et de force, élever la voix pour demander des éclaircissements.

Le coup qui, sur l'ordre de Staline,

abattit Blumkine, fut le réveil d'une campagne de persécution surpassant en raffinement de cruauté, tout ce qu'on avait fait contre les communistes souffrant dans les geôles, les isolateurs et les déserts de la Sibirie, pour leurs convictions oppositionnelles. A notre cri d'alarme, à notre demande d'éclaircissements on répondit par la basse tentative de nous imputer le « refus du terrorisme révolutionnaire », l'alliance avec le pape et la social-démocratie. Mais c'est le contraire qui est vrai ! Ce que nous combattons, c'est l'emploi de la justice révolutionnaire à l'égard de révolutionnaires, c'est-à-dire l'abus sans scrupules. Car, en effet, l'audace éhontée du pape et de la contre-révolution grandit d'autant plus que les coups portés à l'Opposition de gauche deviennent plus féroces.

Dans cette situation, les ouvriers qui, élus par leur classe, doivent examiner la vie de notre patrie prolétarienne, ont le devoir d'exiger sur place des éclaircissements et des comptes sur la répression exercée contre les communistes oppositionnels. On n'a pas refusé cette exigence aux chefs socialistes de l'Europe occidentale, aux traîtres du prolétariat, lorsqu'ils voulaient se rendre compte de l'état des mencheviks, et socialistes-révolutionnaires emprisonnés, qui, à l'époque des luttes les plus dures de l'Etat ouvrier russe, avaient eu une attitude franchement hostile à son égard. On peut d'autant moins refuser cela à des ouvriers révolutionnaires qui prennent le parti des combattants les plus éprouvés de la révolution d'Octobre.

L'opposition de gauche qui, à cause du régime bureaucratique, est privée de la possibilité de défendre sa revendication dans le cadre du Parti, enverra dans la délégation ses propres représentants. Elle les chargera de faire des investigations des plus énergiques sur le sort de Blumkine et des autres camarades fusillés, sur l'état des communistes emprisonnés et déportés. Ce sera un point d'honneur pour tous les ouvriers révolutionnaires, de charger aussi de leur côté les délégués élus par eux de soutenir avec force et persistance les camarades oppositionnels. Ils doivent veiller à ce que des ouvriers honnêtes et courageux entrent dans la délégation, des ouvriers pleins de cœur et d'esprit, décidés à faire tout ce qui est en leur pouvoir.

J. FRANKEL.

« LA LUTTE DE CLASSES »

Le n° double 21-22 paraîtra dans quelques jours.

Au sommaire :

Editorial : Au fond de l'impasse.

L. Trotsky : Vers le capitalisme ou vers le socialisme ?

L. Trotsky : Le suicide de Maïakovsky.

A. Laurent : L'Opposition unitaire de la C.G.T.U.

J. Graef : Encore une fois sur Marx et la question syndicale.

Kommunist : La question syndicale en Allemagne.

Militant : La politique syndicale aux Etats-Unis.

Nel-Sy : Le déclin du parti communiste chinois.

Ariat : A propos de Madagascar et de l'Algérie.

K. Landau : Notes sur la situation en Autriche.

R. Well : L'I.C. a encore perdu une occasion favorable.

H. Lacroix : Le mouvement ouvrier en Espagne.

R. Fréron : Notes sur la situation politique espagnole.

P. Sizoff : L'accumulation capitaliste et le désarmement.

A. Ariat : La querelle de la participation dans le Parti socialiste.

L. Trotsky : A propos de l'idée des Partis Ouvriers-Paysans.

etc., etc.

Prix de ce numéro : 5 francs

Abonnements :

1 an : 30 fr. ; — 6 mois : 15 fr.

En vente à la Vérité, 45, boulevard de la Villette, Paris (10°)

Demi-tour, droite !

Quelques mois se sont à peine écoulés depuis le dernier plenum de l'I.C.J. qui décréta le « tournant » ultra-gauche, que déjà un vent contraire souffle dans l'I.C.J. et particulièrement dans sa section française.

La glorieuse réalisation dans le mouvement « tournant » de la « troisième période » fut, ici, le congrès de la Jeunesse ouvrière et paysanne. Les résultats de lapolitique de la Direction, éloignée de toute réalité, furent un fiasco. Au lieu d'un congrès de masse, nous eûmes un congrès de la J.C. camouflé, au sein duquel, au nom d'une réalisation, pour le moins curieuse, du front unique, nous entendîmes les chefs, nullement la base ouvrière absente, des Jeunesses catholiques et socialistes pourfendre le communisme, tandis que les communistes de la gauche étaient *manu militari*, expulsés du congrès.

Le silence suivit un si glorieux congrès. Mais, par contre-coup, l'organisation des J.C. s'affaiblit d'autant. Aux désastres accumulés, de nouvelles ruines vinrent s'amonceler. Mais, comme il est d'usage, l'autocritique ne perd pas ses droits. Si les causes d'une telle situation ne furent nullement mises à l'ordre du jour de l'organisation, par contre, la bureaucratie pratique l'autocritique dans ses organes confidentiels, tel que la revue de l'I.C.J. Dans le numéro de mai, de cette revue, Guyot, faisant le bilan, déclare que le travail a abouti à une *crise de décroissance de la J.C.*, pour cause de fautes ultra-gauchistes, par une mauvaise compréhension de ce qu'est le « tournant ». Précieux aveu, venant d'une telle lumière.

Nous sommes habitués déjà à voir la direction des Jeunesses être à l'avant-garde, non pas de la jeunesse ouvrière, comme c'est son devoir, mais de tous les virages bureaucratiques. C'est ce qu'en langage stalinien, on déclare être le ferme soutien de la politique légaliste (?) de la ligne générale. L'usage ne se perd pas. On jette l'anathème sur la base, qui n'a pas compris (?) le « tournant » que le tandem Manouïlsky-Khitarov, à l'expérience éprouvée présente comme parole d'évangile de Staline.

Après le congrès de la J.O.P., voilà qu'on prépare des envois de délégations de jeunes syndiqués au congrès de l'I.S.R. Or, par la faute de la direction des J.C., il n'y a pas de mouvement syndical chez les jeunes. La commission syndicale des jeunes existe sur le papier avec des Luciani et autres syndicalistes à l'éclipse, tel Billoux. Une telle situation critique est le résultat de la politique radicalisée, car si ce ne sont pas les jeunes qui viennent aux organisations ouvrières, et en premier lieu aux syndicats, qui y vient ? Le congrès de la J.O.P., embourbé dans son opportunisme, n'a pas su sortir le mot d'ordre clair : face aux syndicats ! Les jeunes de la Ligue Communiste, coupables d'avoir distribué leur journal réclamant ce mot d'ordre simple et explicite, réalisable avec une juste ligne syndicale de la direction des J.C., furent brutalisés.

L'autocritique confidentielle n'améliorera rien, mais contribuera au contraire à accroître la mainmise bureaucratique sous laquelle les J.C. se meuvent. Au lieu d'ouvrir publiquement le débat au sein des Jeunesses, la direction se livre à des petits jeux de remaniements bureaucratiques, et prépare de nouvelles exclusions des camarades de la gauche.

La revue de l'I.C., déclare que le « tournant » ne fut pas réalisé ; on décreta sa continuation, par un nouveau virage à angle droit, qui ne peut se faire qu'à la mode du jour, c'est-à-dire à droite. Les nouvelles charrettes d'exclusus pour crime de tendance de gauche l'expliquent fort bien.

La permanence d'une telle politique tournoyante contribue à jeter la panique au sein de la base de la J.C. qui, désorientée par tous ces virages, s'effrite, se fait indécise, sous le poids de la bureaucratie, et est incapable d'assimiler une éducation communiste, en l'absence d'une ligne de conduite claire.

Accentuant son travail d'éclaircissement, la petite fraction de gauche des J.C., qui s'accroît régulièrement, jettera inlassablement son cri d'alarme : pour le retour à la tradition communiste de l'I.C.J. — J. JACQUES.

Le communisme dans la République Argentine

Le Comité de l'opposition communiste vient de se former en Argentine. Il est le seul à représenter vraiment l'Internationale fondée par Lénine et Trotsky. Si son influence dans le milieu communiste et dans le milieu syndical est encore faible, c'est qu'il vient de se former et qu'il a à lutter à l'intérieur d'un mouvement communiste ignorant ou corrompu.

Voici la situation du mouvement communiste. Il y a en Argentine trois partis communistes : le Parti communiste section de l'I. C. (parti officiel), le Parti communiste de la République Argentine et le Parti communiste ouvrier, ce dernier en complète décomposition. Seuls, les deux premiers entrent en ligne de compte.

Le parti communiste de la République Argentine s'est constitué à la fin de 1927 : il a à sa tête le conseiller municipal de Buenos-Ayres : Josefé Penelon. Les deux partis constitués sur le système de cellules ont des chefs qui essaient dans des proportions différentes, de s'attirer les sympathies des dirigeants actuels de l'I.C.

Depuis les années 1924 et 1925 le parti ou les partis communistes n'ont donné aucune éducation, ni aucune direction syndicale et politique, à leurs affiliés auxquels les chefs staliniens n'ont cherché qu'à inculquer le sens de l'obéissance passive. Ce système nourrit une quantité de petits jeunes et de personnages figuratifs bons à faire des voyages en Russie soviétique.

Les dernières directives politiques et syndicales données par l'I.C. et l'I.S.R. créent une situation difficile pour les partis communistes officiels de l'Amérique du Sud. La formation de l'Irréelle centrale ouvrière dite Union Syndicale latino-américaine, éditée sur des chiffres faux, soutenue par une soixantaine de bureaucrates et d'aspirants bureaucrates des Républiques sud-américaines, attire à ces partis le mépris général de la classe ouvrière qui n'accorde plus aux pseudo-léninistes aucune confiance. — C. Lopez.

VIENT DE PARAITRE :

Bulletin de l'Opposition

(en russe)

N° 12-13 (Juin-juillet) : Prix, 6 fr.

Au sommaire :

Sur le XVI^e Congrès du P. C. de l'U.R.S.S.

La révolte hindoue, ses problèmes et ses dangers.

Lettres de l'U.R.S.S.

Deux conceptions (Introduction à la Révolution permanente), par L. TROTSKY.

« Staline et l'Armée rouge », ou Comment on écrit l'Histoire, par N. MARKINE.

La « ligne générale » de Iakovlev, etc., etc.

En vente à la Vérité, 45, boulevard de la Villette, Paris (10°).

La Vérité

Hebdomadaire

Organe de la Ligue Communiste (Opposition)

45, Boulevard de la Villette, Paris X^e

Abonnement : 6 mois 13 fr.

1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855

Paris

Directeur politique : A. Rosmer
Administrateur : P. Frank

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC

10, Cité Nys, PARIS-XI^e

Tél. : Ménilmontant 73-26